COMMUNE D'AUDERGHEM
GEMEENTE OUDERGEM

CONSEIL COMMUNAL DU 16 OCTOBRE 2025
GEMEENTERAAD VAN 16 OKTOBER 2025

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Didier Gosuin, *Président/Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen, Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Échevin·e·s/Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Marc Vandame, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Gabriela Banu, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor Kanyanzira, Edouard Brainis, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris.*

Excusés
Verontschuldigd

Didier Molders, Myriam Fobe, Valérie Locatelli, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden.*

Ouverture de la séance à 20:00
Opening van de zitting om 20:00

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

16.10.2025/A/0001 **Secrétariat**
Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 25.09.2025 - Approbation moyennant modifications

LE CONSEIL,
Vu la nouvelle loi communale, les articles 108 et 108bis ;
Vu son règlement d'ordre intérieur, les articles 49, 50 et 51 ;
Vu le projet de procès-verbal ;
Considérant ce qui suit :
La délibération référencée 002/25.09.2025/A/0006 portant Règlement taxe sur les fastfood n'a pas été approuvée par le Ministre des Pouvoirs Locaux au motif que les éléments d'information qui venaient étayer la demande de dérogation à l'ordonnance du 1er décembre 2022 visant à associer les communes dans le développement économique de la Région de Bruxelles-capitale étaient jugés insuffisants au regard de la bonne situation financière de la commune.
Une nouvelle version du rapport annexé au dossier, détaillant précisément les pertes de recettes, les dépenses imprévues qui n'ont pu être prises en compte ou uniquement partiellement dans le plan triennal et qui ne sont pas couvertes par les recettes actuelles de la commune et la réalimentation, si possible dès 2026, des réserves pour faire face aux importants investissements à consentir dans l'avenir remplace la version soumise au Conseil communal lors de sa séance du 25.09.2025. La nouvelle version de ce rapport a été communiquée aux conseillers communaux en date du 08.10.2025.
DECIDE
d'approuver le procès-verbal de la séance du Conseil communal du 25.09.2025 moyennant la modification du dossier 002/25.09.2025/A/0006.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

Secretariaat
Proces-verbaal van de Gemeenteraadszitting van 25.09.2025 - Goedkeuring mits wijziging

DE RAAD,
Gelet op het nieuwe gemeentewet, artikelen 108 en 108bis
Gelet op zijn huisoudelijke reglement, artikelen 49, 50 en 51 ;
Gelet op het voorstel van proces-verbaal ;
Overwegende het volgende:
De beraadslaging met referentie 002/25.09.2025/A/0006 betreffende de belastingverordening inzake de fastfoodketens werd niet goedgekeurd door de Minister van Plaatselijke Besturen omdat de informatie ter ondersteuning van het verzoek om afwijking van de ordonnantie van 1 december 2022 ertoe strekkende de gemeenten te betrekken bij de economische ontwikkeling van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, onvoldoende werden geacht gezien de goede financiële situatie van de gemeente.
Een nieuwe versie van het bij het dossier gevoegde verslag, waarin de inkomstenverliezen, de onvoorziene uitgaven die niet of slechts gedeeltelijk in het driejarenplan konden worden opgenomen en die niet worden gedekt door de huidige inkomsten van de gemeente, en het aanvullen, indien mogelijk vanaf 2026, van de reserves om de belangrijke investeringen die in de toekomst moeten worden gedaan, te kunnen financieren, vervangt de versie die tijdens de vergadering van 25.09.2025 aan de gemeenteraad werd voorgelegd. De nieuwe versie van dit verslag is op 08.10.2025 aan de gemeenteraadsleden meegedeeld.
BESLUIT
Het proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 25.09.2025 goed te keuren, mits wijziging van het dossier 002/25.09.2025/A/0006.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

16.10.2025/A/0002 **Secrétariat**
Communications : Liste des marchés publics - Nouvelle Loi communale, article 234 §3

LE CONSEIL,
Vu les articles 234 à 236 de la Nouvelle Loi communale ;
Considérant la passation des marchés suivants par le Collège :

- **#002/09.09.2025/B/0019#** - Achat de panneaux d'affichage pour le service de l'urbanisme - Approbation de la dépense
- **#002/09.09.2025/B/0041#** - Réaménagement de la Place de l'Amitié - Approbation des plans de la situation projetée en vue de l'obtention du Permis d'urbanisme - Approbation de la dépense
- **#002/09.09.2025/B/0052#** - Mois du Bien-être animal : Organisation de formations en garde d'animaux ("Pet sitting") - Accord et approbation de la dépense
- **#002/09.09.2025/B/0053#** - Mois du Bien-être animal : Organisation d'une formation en premiers secours animaliers - Renouvellement du marché de service Academyvet by Mobilovet - Accord et approbation de la dépense

- **#002/09.09.2025/B/0076#** - Implémentation MS365 - Appel au prestataire IRISteam pour la mise en place - Souscription et approbation des dépenses - Procédure négociée sur simple facture acceptée - Approbation du marché et de la dépense - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/09.09.2025/B/0077#** - Signature du contrat avec Microsoft et acceptation de l'offre pour l'acquisition des licences.via le catalogue de Paradigm - Liste des licences à acheter - Désignation d'un adjudicataire.
- **#002/16.09.2025/B/0011#** - Désignation d'un avocat spécialisé en droit de la vie privée et des nouvelles technologies afin de représenter la Commune dans le cadre d'un recours en annulation au Conseil d'Etat
- **#002/16.09.2025/B/0022#** - Achat matériel éducatif - Marché de faible montant - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/16.09.2025/B/0036#** - Projet du Budget Partagé 2023 N°49 – « Distribution de plantes grimpantes pour végétaliser les façades des maisons » – approbation de la dépense - VAN PELT
- **#002/16.09.2025/B/0042#** - Achat d'un Nébulisateur à batterie - service voirie- Marché de faible montant sur facture acceptée - Approbation de la dépense
- **#002/16.09.2025/B/0046#** - CS Souverain - Remplacement de la ventouse accès piéton - Marché de faible montant - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/16.09.2025/B/0047#** - CS Souverain - Remplacement du moteur grille d'accès pompier - Marché de faible montant - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/16.09.2025/B/0052#** - Réalisation du dossier de demande de permis d'urbanisme pour l'aménagement d'un terrain synthétique en remplacement du terrain T1 en herbe - Extension de mission de l'adjudicataire.
- **#002/16.09.2025/B/0066#** - Aménagement d'une clôture avec porte d'accès sur toute la longueur de la plaine de jeux "Bergoje" afin d'en sécuriser les abords - Marché de travaux de faible montant sur facture acceptée - Approbation de la dépense - Désignation de l'adjudicataire
- **#002/16.09.2025/B/0069#** - Réparation du broyeur schliessing - plan vert - Marché de faible montant sur facture acceptée - Approbation de la dépense
- **#002/16.09.2025/B/0071#** - PETITE ENFANCE - Achat de petits électroménagers - Marché de faible montant
- **#002/16.09.2025/B/0071#** - PETITE ENFANCE - Achat de petits électroménagers - Marché de faible montant
- **#002/16.09.2025/B/0075#** - Mois du Bien-être animal : Action de sensibilisation pour les élèves du Centre scolaire du Pré Des Agneaux - Approbation de la dépense
- **#002/16.09.2025/B/0103#** - Fourniture de consommables pour l'informatique durant 12 mois – Marché de fournitures par procédure négociée sans publication préalable – Fixation des conditions – Désignation des firmes à consulter.
- **#002/23.09.2025/B/0070#** - PETITE ENFANCE : Crèche communale "Les Chatons" - Achat d'un lave-vaisselle - Marché de faible montant sur facture acceptée.
- **#002/23.09.2025/B/0071#** - Organisation du concours vitrines terrifiantes dans le quartier commerçant Pinoy- Désignation de prestataire-Marché de faible montant
- **#002/23.09.2025/B/0089#** - Immeuble sis 60 bld du Triomphe, remplacement d'un châssis dans l'appartement du rez-de-chaussée. Marché de travaux de faible montant.
- **#002/23.09.2025/B/0091#** - Illuminations de Noël– Marché par procédure négociée sans publicité – Attribution

- **#002/30.09.2025/B/0031#** - CS Souverain - Arborisation de la cour maternelle - Marché de faible montant - Approbation de la dépense - Approbation du CSC - Désignation des firmes à consulter
- **#002/30.09.2025/B/0033#** - Désignation d'un prestataire pour l'animation d'un atelier fusain le 18/10/2025 à la bibliothèque du Centre dans le cadre de l'exposition "Quand vient la nuit" au Centre d'Art de Rouge Cloître - marché de faible montant
- **#002/30.09.2025/B/0042#** - CSC 9-2023 - Rénovation des trottoirs à l'identique - Marché stock - Approbation du devis d' EUROVIA BELGIUM S.A. pour la rénovation des trottoirs des avenues des Linottes, Argus et Citrinelles
- **#002/30.09.2025/B/0044#** - Déplacement de l'armoire électrique de type marché/foire située square du Sacré-Cœur - Approbation de la dépense
- **#002/30.09.2025/B/0054#** - ACADEMIE COMMUNALE "FRANZ CONSTANT" - Entretiens et accords de pianos 2025-2026 - Marché public de faible montant sur simple facture acceptée.

PREND ACTE :

- de la passation des marchés de moins de 143.000€ susmentionnés ;
- des décisions du Collège échevinal s'y rapportant.

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Receveur communal avec les pièces justificatives, ainsi qu'à l'attention du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux, sous forme de bref exposé.

Le Conseil est informé.

Secretariaat
Mededelingen : Lijst van overheidsopdrachten - Nieuwe Gemeentewet, artikel 234 §3

DE RAAD,
Gelet op artikelen 234 tot 236 van de Nieuwe Gemeentewet ;
Gezien de volgende opdrachten gegund werden door het Schepencollege:

- **#002/09.09.2025/B/0019#** - Aankoop van panelen voor de dienst stedenbouw - Goedkeuring van de uitgave
- **#002/09.09.2025/B/0041#** - Herinrichting van het Vriendschapsplein – Goedkeuring van de plannen van de geplande situatie met het oog op het verkrijgen van de Stedenbouwkundige Vergunning - Approbation de la dépense
- **#002/09.09.2025/B/0052#** - Opleidingen organiseren op het gebied van dierenopvang ("Pet sitting") - goedkeuring van de organisatie en van de uitgaven
- **#002/09.09.2025/B/0053#** - Organisatie van een opleiding in eerste hulp bij dieren - Hernieuwing van het dienstcontract Academyvet by Mobilovet - Akkoord en goedkeuring van de uitgaven
- **#002/09.09.2025/B/0076#** - Implementatie MS365 - oproep aan IRISteam voor deze installatie - Onderhandelingsprocedure op eenvoudige geaccepteerde factuur - Goedkeuring van het contract en de uitgaven - Aanduiding van de opdrachtnemer
- **#002/09.09.2025/B/0077#** - Ondertekening van het contract met Microsoft en aanvaarding van de offerte voor de aankoop van de licenties via de catalogus van Paradigm – Lijst van aan te kopen licenties– Aanwijzing van een opdrachtnemer.
- **#002/16.09.2025/B/0011#** - Aanstelling van een advocaat gespecialiseerd in

privacyrecht en nieuwe technologieën om de gemeente te vertegenwoordigen in het kader van een vernietigingsberoep bij de Raad van State.

- **#002/16.09.2025/B/0022#** - Aankoop van opvoedingsmateriaal - Overheidsopdracht van beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de opdrachtnemer
- **#002/16.09.2025/B/0036#** - Project van het Gedeeld Budget 2023 n°49 – “Verdeling van klimplanten om de gevels van woningen te vergroenen” – goedkeuring van de uitgave – VAN PELT
- **#002/16.09.2025/B/0042#** - Aankoop van een batterijgevoede vernevelaar - wegendienst - Overheidsopdracht van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave
- **#002/16.09.2025/B/0046#** - SC Souverain – Vervanging van de elektromagnetische deurhouder voor de voetgangersingang – Overheidsopdracht van beperkte waarde – Goedkeuring van de uitgave – Aanwijzing van de opdrachtnemer
- **#002/16.09.2025/B/0047#** - SC Souverain – Vervanging van de motor van de brandweer-toegangspoort – Overheidsopdracht van beperkte waarde – Goedkeuring van de uitgave – Aanwijzing van de opdrachtnemer
- **#002/16.09.2025/B/0052#** - "Opmaak van het dossier voor de aanvraag van een stedenbouwkundige vergunning voor de aanleg van een synthetisch veld ter vervanging van het grasveld T1 - Uitbreiding van de opdracht van de opdrachtnemer."
- **#002/16.09.2025/B/0066#** - Plaatsing van een omheining met toegangspoort over de volledige lengte van het speelplein "Bergoje" om de omgeving te beveiligen. - Overheidsopdracht voor werken van beperkte waarde op aangenomen factuur - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder
- **#002/16.09.2025/B/0066#** - Plaatsing van een omheining met toegangspoort over de volledige lengte van het speelplein "Bergoje" om de omgeving te beveiligen. - Overheidsopdracht voor werken van beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgave - Aanduiding van de aanbesteder
- **#002/16.09.2025/B/0069#** - Reparatie van de schliessing-versnipperaar - Groendienst - Overheidsopdracht van beperkte waarde - Goedkeuring van de uitgave
- **#002/16.09.2025/B/0071#** - PEUTERZORG - Aankoop van kleine huishoudtoestellen – Overheidsopdracht van beperkte waarde
- **#002/16.09.2025/B/0075#** - Bewustmakingsactie voor leerlingen van het Schoolcentrum Pré Des Agneaux ter gelegenheid van de Dag van het dierenwelzijn op 3 oktober 2025 - Goedkeuring van de uitgave
- **#002/16.09.2025/B/0103#** - Levering van verbruiksgoederen voor computers gedurende 12 maanden - Opdracht voor leveringen via onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Vaststelling van voorwaarden - Aanwijzing van te raadplegen ondernemingen.
- **#002/23.09.2025/B/0070#** - PEUTERZORG : Gemeentelijke crèche "Les Chatons" – Aankoop van een vaatwasser - Opdracht van beperkte waarde
- **#002/23.09.2025/B/0071#** - Organisatie van de wedstrijd ‘Angstaanjagende etalages’ in de handelswijk Pinoy – Aanwijzing van opdrachtnemer – Overheidsopdracht van beperkte waarde
- **#002/23.09.2025/B/0089#** - Gebouw gelegen Triomflaan 60, vervanging van een raamkozijn in het appartement op het gelijksvloer - Overheidsopdracht van werken van beperkte waarde
- **#002/23.09.2025/B/0091#** - Kerstverlichting - overheidsopdracht gegund via onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking- Toekenning
- **#002/30.09.2025/B/0031#** - SC Souverain - Bomen aanplanten op de

kleuterspeelplaats – Overheidsopdracht van beperkte waarde – Goedkeuring van de uitgave – Goedkeuring van het bestek - Aanwijzing van de te raadplegen firma's.

- **#002/30.09.2025/B/0033#** - Aanwijzing van een dienstverlener voor het leiden van een workshop houtskooltekenen op 18/10/2025 in de bibliotheek van het centrum in het kader van de tentoonstelling "Wanneer de nacht valt" in het Rode Klooster Cultureel centrum - overheidsopdracht van beperkte waarde
- **#002/30.09.2025/B/0042#** - CSC 9-2023 - Herinering van dezelfde voetpaden - Bestek - Goedkeuring van de offerte van EUROVIA BELGIUM N.V. voor de herinering van de voetpaden in de Geelvinkenlaan, Vlasvinkenlaan en Argussenlaan.
- **#002/30.09.2025/B/0044#** - Verplaatsing van de elektriciteitskast voor markten/beurzen op het Heilig Hartsquare - Goedkeuring van de uitgave
- **#002/30.09.2025/B/0054#** - ACADEMIE COMMUNALE "FRANZ CONSTANT" - Onderhoud en stemmen van piano's 2025-2026 - Overheidsopdracht van beperkte waarde

NEEM AKTE

- van de gunning van bovenvermelde opdrachten waarvan het bedrag op minder dan 143.000€ exclusief btw geraamd wordt;
- van de beslissingen van het Schepencollege hier omtrent;

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Gemeenteontvanger met de bijhorende stukken, alsook ter attentie van de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen in de vorm van beknopte omschrijving.

De Raad wordt geïnformeerd.

16.10.2025/A/0003 **Secrétariat**

Communications : Liste des arrêtés adoptés par la Bourgmestre - Articles 133 et 135 NLC

LE CONSEIL
Vu la nouvelle loi communale, article 133bis ;
Prend connaissance des arrêtés adoptés par le Bourgmestre ci-dessous :

1. Arrêté de la Bourgmestre interdisant la pratique du "drift" sur le terrain de la société REDEVCO sis boulevard du Souverain, 230-240 (parcelle cadastrale numéro 21332B0438/00B002)
2. Arrêté de la Bourgmestre pour faire abattre un châtaignier - Avenue Docteur Edmond Cordier 1 - suite au diagnostic qui met en évidence un dépérissement total de l'arbre.
3. Arrêté de la Bourgmestre autorisant la fête du quartier Vanden Thoren avec barbecue, le samedi 20 septembre 2025 de 17h à minuit.
4. Autorisation aux "Iles de Paix" de mener leur campagne annuelle de sensibilisation et de récolte de fonds sur la voie publique les 16, 17 et 18 janvier 2026
5. Autorisation de passage sur le territoire communal de la course à pieds "Les Foulées des Flosses" organisée par L'Enjambée, le le dimanche 26 octobre

2025.
6. Arrêté de la Bourgmestre déclarant l'immeuble sis rue Jacques Bassem, 49 à 1160 Auderghem dangereux et insalubre
7. Arrêté de la Bourgmestre ordonnant l'inhumation d'un corps
8. ARRÊTE de la BOURGMESTRE autorisant une occupation avec un stand d'Amnesty sur le marché Saint-Julien le 18 novembre 2025.
9. Arrêté de la Bourgmestre autorisant l'opération « Chaussettes » à Auderghem du 31 octobre au 2 novembre 2025
10. Arrêté de la Bourgmestre pour l'abattage en urgence d'un bouleau dangereux avenue Cardinal Micara (espace communal gazonné situé en face du n° 90)

La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux, sous forme de bref exposé.

Le Conseil est informé.

Secretariaat
Mededelingen : Lijst van besluiten van de Burgemeester - artikelen 133 et 135 NGW

DE RAAD :
Gezien het nieuwe gemeentewet, artikel 133bis ;
is verzocht nota te nemen van besluiten van het Burgemeester hieronder:

1. Besluit van de burgemeester tot verbod op het beoefenen van "drifting" op het terrein van de vennootschap REDEVCO, gelegen aan de Boulevard du Souverain 230-240 (kadastraal perceel nummer 21332B0438/00B002)
2. Besluit van de burgemeester om een kastanjeboom te laten kappen - Dokter Edmond Cordierlaan 1 - Naar aanleiding van de diagnose die wijst op een totale afsterving van de boom.
3. Besluit van de burgemeester tot toestemming voor het buurtfeest Vanden Thoren met barbecue, op zaterdag 20 september 2025 van 17 uur tot middernacht.
4. Toestemming voor "Iles de Paix" om hun jaarlijkse bewustmakings- en fondsenwervingscampagne op de openbare weg te voeren op 16, 17 en 18 januari 2026.
5. Toestemming voor het doorvoeren van de hardloopwedstrijd "Les Foulées des Flosses", georganiseerd door L'Enjambée, op zondag 26 oktober 2025 over het gemeentelijk grondgebied.
6. Besluit van de Burgemeester waarbij het gebouw gelegen in de Jacques Bassemstraat 49 te 1160 Oudergem gevaarlijk en ongezond wordt verklaard
7. Besluit van de burgemeester tot begrafenis van een lichaam
8. BESLUIT van de BURGEMEESTER tot toestemming voor het plaatsen van een stand van Amnesty op de markt van Sint-Joris op 18 november 2025.
9. Besluit van de burgemeester tot toestemming voor de actie "Sokken" in Oudergem van 31 oktober tot 2 november 2025.
10. Besluit van de burgemeester voor het dringend kappen van een gevaarlijke berk in de Cardinal Micara-laan (gemeentelijk grasveld tegenover nr. 90)

Onderhavige beraadslaging zal overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met Plaatselijke Besturen in de vorm van beknopte omschrijving.

De Raad wordt geïnformeerd.

16.10.2025/A/0004 **Secrétariat**

Conseil communal - Associations - règlement d'ordre intérieur article 57 - Organisation de la séance

Le Conseil,
Vu son règlement d'ordre intérieur, l'article 57 ;
Considérant ce qui suit :
Le 27 août 2025, une invitation à venir présenter leur rapport d'activité a été envoyée aux associations suivantes (et rappel par mail le 22 septembre 2025) :

- ASBL Atout Projet
- ASBL Cheval & Forêt
- ASBL Gymnasia
- ASBL Kiryoku Aiki Dojo
- ASBL Le Pavillon
- ASBL Mikado club
- ASBL Motum
- ASBL Parc Auderghem Hockey Club
- ASBL Tennis Club des Trois Fontaines
- Commission Consultative des Sports
- Forum des associations solidaires d'Auderghem
- Jeugdhuis Alleman
- Maison des Jeunes d'Auderghem
- Seniors d'Auderghem
- VZW Den Dam

Les associations suivantes ne souhaitent pas participer :

- AAA (Association Artistique d'Auderghem)
- Syndicat d'Initiative d'Auderghem

Le 7 octobre 2025, le Collège a pris acte des réponses reçues aux invitations et a ensuite fixé l'ordre du jour de la séance du Conseil communal.
Les représentants des associations suivantes ont répondu positivement à l'invitation et viennent présenter leurs rapports d'activités aux membres du Conseil communal

- ASBL Cheval & Forêt
- ASBL Kiryoku Aiki Dojo
- ASBL Motum
- ASBL Parc Auderghem Hockey Club
- VZW Den Dam

Les représentants des associations suivantes sont membres du Conseil communal, les conseillers communaux seront donc invités à poser les questions qu'ils souhaitent à leurs collègues

- ASBL Le Pavillon
- Forum des associations solidaires d'Auderghem
- Seniors d'Auderghem

Les associations suivantes ont décliné l'invitation

- ASBL Atout Projet

- ASBL Gymnasia
- ASBL Tennis Club des Trois Fontaines
- Maison des Jeunes d'Auderghem

Les associations suivantes n'ont pas donné suite à l'invitation.

- ASBL Mikado club
- Commission Consultative des Sports
- Jeugdhuis Alleman

EST INFORMÉ
De la méthodologie appliquée pour la mise en place de la séance du Conseil communal dédiée aux associations.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
28 votants : 28 votes positifs.

Secretariaat
Gemeenteraad - Verenigingen - Huishoudelijk reglement artikel 57 - Organisatie van de zitting

De raad,
Gelet op zijn huishoudelijk reglement, artikel 57;
Overwegende hetgeen volgt:
Op 27 augustus 2025 werd aan de volgende verenigingen een uitnodiging verstuurd om hun activiteitenverslag voor te stellen (en herinnering per e-mail op 22 september 2025):

- VZW Atout Projet
- VZW Cheval & Forêt
- VZW Gymnasia
- VZW Kiryoku Aiki Dojo
- VZW Le Pavillon
- VZW Mikado club
- VZW Motum
- VZW Parc Auderghem Hockey Club
- VZW Tennis Club des Trois Fontaines
- Commission Consultative des Sports
- Forum des associations solidaires d'Auderghem
- Jeugdhuis Alleman
- Maison des Jeunes d'Auderghem
- Seniors d'Auderghem
- VZW Den Dam

De volgende verenigingen wensen niet deel te nemen:

- AAA (Association Artistique d'Auderghem)
- Syndicat d'Initiative d'Auderghem

Op 7 oktober 2025 heeft het college kennis genomen van de reacties op de uitnodigingen en dan heeft het agenda voor de zitting van de gemeenteraad vaststellen. De vertegenwoordigers van de volgende verenigingen hebben positief gereageerd op de uitnodiging en komen hun activiteitenverslagen voorstellen aan de leden van de gemeenteraad.

- VZW Cheval & Forêt

- VZW Kiryoku Aiki Dojo
- VZW Motum
- VZW Parc Auderghem Hockey Club
- VZW Den Dam

De vertegenwoordigers van de volgende verenigingen zijn lid van de gemeenteraad; de gemeenteraadsleden worden derhalve uitgenodigd om, wanneer ze dat wensen, vragen te stellen aan hun collega's.

- VZW Le Pavillon
- Forum des associations solidaires d'Auderghem
- Seniors d'Auderghem

De volgende verenigingen hebben de uitnodiging om het voor te leggen afgewezen.

- VZW Atout Projet
- VZW Gymnasia
- VZW Tennis Club des Trois Fontaines
- Maison des Jeunes d'Auderghem

De volgende verenigingen hebben niet op de uitnodiging gereageerd.

- VZW Mikado club
- Commission Consultative des Sports
- Jeugdhuis Alleman

WORDT INGELICHT
Over de werkwijze die wordt toegepast voor het organiseren van de zitting van de gemeenteraad die in het teken staat van de verenigingen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Vincianne Lerate entre en séance / treedt in zitting.
Valérie Glatigny entre en séance / treedt in zitting.

16.10.2025/A/0005 **Secrétariat**
ASBL Cheval & Forêt – présentation au Conseil communal

LE CONSEIL,
Vu son règlement d'ordre intérieur, l'article 57;
Revu sa délibération #002/27.06.2024/A/0021# portant "Liquidation du subside prévu au budget ordinaire de l'exercice 2024 en faveur de l'asbl Cheval & Forêt"
ENTEND
Le représentant de l'association, Monsieur Luc FOULON.
La présente délibération sera envoyée sous forme de bref exposé à Bruxelles Pouvoir Locaux.

Le Conseil prend acte.

Secretariaat
VZW Cheval & Forêt – presentatie aan de gemeenteraad

DE RAAD,
Gelet op het reglement, artikel 57;
Herziening van haar beraadslaging #002/27.06.2024/A/0021# over "Uitbetaling der toelage ingeschreven in de gewone begroting van het dienstjaar 2024 voor de vzw Cheval & Forêt"
LUISTEREN
De vertegenwoordiger van de vereniging, de heer Luc FOULON.
Onderhavige beraadslaging zal onder vorm van een beknopte omschrijving overgemaakt worden aan Brussel Plaatselijke Besturen.

De Raad neemt akte.

16.10.2025/A/0006 **Secrétariat**
ASBL Kiryoku Aiki Dojo – présentation au Conseil communal

LE CONSEIL,
Vu son règlement d'ordre intérieur, l'article 57;
Revu sa délibération #002/19.12.2024/A/0015# portant "Subside 2024 en faveur des clubs sportifs d'Auderghem pratiquant leurs activités au Centre sportif de la Forêt de Soignes"
ENTEND
Le représentant de l'association, Monsieur Christian VANDECASTEELE.
La présente délibération sera envoyée sous forme de bref exposé à Bruxelles Pouvoir Locaux.

Le Conseil prend acte.

Secretariaat
VZW Kiryoku Aiki Dojo – presentatie aan de gemeenteraad

DE RAAD,
Gelet op het reglement, artikel 57;
Herziening van haar beraadslaging #002/19.12.2024/A/0015# over "Subsidie 2024 ten gunste van de sportclubs van Oudergem die hun activiteiten in het sportcentrum van het Zoniënwoud uitoefenen."
LUISTEREN
De vertegenwoordiger van de vereniging, de heer Christian VANDECASTEELE.
Onderhavige beraadslaging zal onder vorm van een beknopte omschrijving overgemaakt worden aan Brussel Plaatselijke Besturen.

De Raad neemt akte.

16.10.2025/A/0007 **Secrétariat**
ASBL Motum – présentation au Conseil communal

LE CONSEIL,

Vu son règlement d'ordre intérieur, l'article 57;
Revu sa délibération #002/07.01.2025/B/0046# portant "Subvention à l'asbl Motum pour le lancer de sapins du 11 janvier 2025"
ENTEND
Le représentant de l'association, Madame Anne RADERMAECKER.
La présente délibération sera envoyée sous forme de bref exposé à Bruxelles Pouvoir Locaux.

Le Conseil prend acte.

Secretariaat
VZW Motum – presentatie aan de gemeenteraad

DE RAAD,
Gelet op het reglement, artikel 57;
Herziening van haar beraadslaging #002/07.01.2025/B/0046# over "Subsidie aan Motum vzw voor de kerstboomworp op 11 januari 2025"
LUISTEREN
De vertegenwoordiger van de vereniging, Mevrouw Anne RADERMAECKER.
Onderhavige beraadslaging zal onder vorm van een beknopte omschrijving overgemaakt worden aan Brussel Plaatselijke Besturen.

De Raad neemt akte.

16.10.2025/A/0008 **Secrétariat**
ASBL Parc Auderghem Hockey Club – présentation au Conseil communal

LE CONSEIL,
Vu son règlement d'ordre intérieur, l'article 57;
Revu sa délibération #002/19.12.2024/A/0015# portant "Subside 2024 en faveur des clubs sportifs d'Auderghem pratiquant leurs activités au Centre sportif de la Forêt de Soignes."
ENTEND
Messieurs Christophe Collart (co-président) et Nicolas Meuret (administrateur).
La présente délibération sera envoyée sous forme de bref exposé à Bruxelles Pouvoir Locaux.

Le Conseil prend acte.

Secretariaat
VZW Parc Auderghem Hockey Club – presentatie aan de gemeenteraad

DE RAAD,
Gelet op het reglement, artikel 57;
Herziening van haar beraadslaging #002/19.12.2024/A/0015# over "Subsidie 2024 ten gunste van de sportclubs van Oudergem die hun activiteiten in het sportcentrum van het Zoniënwoud uitoefenen."
LUISTEREN
De heer Christophe Collart (covoorzitter) en de heer Nicolas Meuret (beheerder).
Onderhavige beraadslaging zal onder vorm van een beknopte omschrijving

overgemaakt worden aan Brussel Plaatselijke Besturen.

De Raad neemt akte.

16.10.2025/A/0009 **Secrétariat**
VZW Den Dam – présentation au Conseil communal

LE CONSEIL,
Vu son règlement d'ordre intérieur, l'article 57;
Revu sa délibération #002/17.10.2024/A/0016# portant "Subventions 2024 pour les associations néerlandophones."
ENTEND
La représentante de l'association, Madame Lieve JORENS.
La présente délibération sera envoyée sous forme de bref exposé à Bruxelles Pouvoir Locaux.

Le Conseil prend acte.

Secretariaat
VZW Den Dam – presentatie aan de gemeenteraad

DE RAAD,
Gelet op het reglement, artikel 57;
Herziening van haar beraadslaging #002/17.10.2024/A/0016# over "Subsidies 2024 voor de Nederlandstalige verenigingen."
LUISTEREN
De vertegenwoordigster van de vereniging, Mevrouw Lieve JORENS.
Onderhavige beraadslaging zal onder vorm van een beknopte omschrijving overgemaakt worden aan Brussel Plaatselijke Besturen.

De Raad neemt akte.

16.10.2025/A/0010 **Secrétariat**
Conseil communal - règlement d'ordre intérieur – Modification

Le Conseil,
Vu la nouvelle loi communale, l'article 91;
Vu le Code bruxellois de Déontologie ;
Revu ses délibérations :

- #002/19.12.2024/A/0006# - Conseil communal - règlement d'ordre intérieur – approbation
- #002/05.06.2025/A/0020# - Conseil communal - règlement d'ordre intérieur – Modification

Considérant ce qui suit :
Réuni en séance du 10.07.2025, le parlement de la Région de Bruxelles-capitale et

l'assemblée réunie de la commission communautaire commune ont adopté le Code bruxellois de Déontologie. Ce code contient les principes, usages et règles de conduite que les mandataires publics bruxellois sont tenus de respecter.
Le Règlement d'ordre intérieur approuvé par le Conseil communal en séance du 19.12.2024 contenait des dispositions liées à la déontologie des mandataires. Les adaptations proposées ci-après visent à intégrer les dispositions du code dans le règlement d'ordre intérieur.
Les modifications touchent les articles 81 à 120 du règlement d'ordre intérieur.
Décide
D'approuver les modifications des articles 81 à 120 du règlement d'ordre intérieur. Ceux-ci sont désormais libellés comme suit :

Chapitre 24 – Code de déontologie

Section 1er - Champ d'application

Article 81. Ratione personae

§ 1er. Le présent chapitre contient le code de déontologie et d'éthique qui s'applique aux mandataires locaux.
Par mandataires locaux, il convient d'entendre:

- Le président du conseil communal ;
- les conseillers communaux ;
- le bourgmestre ;
- Les échevins.

Pour l'application du présent code, sont assimilés à des actes accomplis par les mandataires locaux tels que visés à l'alinéa précédent, les actes accomplis par des tiers agissant pour leur compte.
§ 2. Si une personne externe non-visée au paragraphe 1 du présent article, exerce un mandat au nom de la commune, il lui sera demandé lors de sa désignation d'agir dans le respect des règles qui figurent au présent code de déontologie et d'éthique.
§ 3. Les mandataires locaux devront en outre veiller, même en dehors du cadre de leur mandat, à ne pas développer des comportements qui puissent porter atteinte à l'honneur ou à la dignité de leur mandat.

Article 82. Ratione materiae

Le présent code de déontologie et d'éthique comporte l'ensemble des principes, des règles de comportement, des usages et directives servant de fil conducteur aux mandataires locaux lors de l'exercice de leur mandat.
Le présent code de déontologie et d'éthique complète les règles légales qui s'appliquent aux mandataires locaux ainsi que celles énoncées dans le Code bruxellois de déontologie arrêté par le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale et l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune. Les mandataires sont responsables du respect de ce code.

Section 2 - Dispositions générales

Article 83. Intérêt général

Les mandataires publics adoptent en toutes circonstances un comportement de nature à confirmer et à renforcer la confiance des citoyens dans l'institution au sein de laquelle ils exercent leur mandat ou leur fonction. À cette fin, ils exercent leur fonction dans le respect des principes suivants: le désintéressement, l'intégrité, la transparence, l'assiduité, l'honnêteté, la responsabilité et le souci de la réputation de l'institution au sein de laquelle ils exercent leur mandat ou leur fonction.
Ils sont tenus à un devoir de dignité et d'exemplarité. Ils s'abstiennent notamment de toute forme de harcèlement moral ou sexuel.
Les mandataires publics ne peuvent faire un usage abusif de leur titre ou de leurs prérogatives. Lors de ses interventions à l'intérieur et à l'extérieur de l'administration communale et dans ses contacts avec des individus, des groupes, des institutions et des entreprises, le mandataire local donne priorité à l'intérêt général sur les intérêts

particuliers. Ils ne peuvent se présenter, ni dans l'exercice de leur fonction ni en dehors de celui-ci, comme un service de médiation ou comme un service de plainte. Ils n'utilisent pas les termes «ombudsman», «service de médiation» ou d'autres formulations similaires pour leurs propres activités de service, afin de ne pas créer de confusion avec les services de médiation établis par la loi, le décret ou l'ordonnance. Ils ont le devoir de référer en priorité aux procédures de plaintes et aux services de médiation existants.

Article 84. Discrimination

Le mandataire local est au service de tous les citoyens, sans distinction fondée sur le sexe, l'âge, le handicap, la couleur de peau, la nationalité, la condition sociale, l'orientation sexuelle, la conviction politique, philosophique ou religieuse, la préférence idéologique, la langue, la fortune, l'appartenance à une minorité nationale, la naissance, les sentiments personnels qu'il éprouve à leur égard ou tout autre situation pouvant mener à une discrimination.

Pour ce faire, le mandataire s'abstient de manifester, via son attitude ou comportement, des préjugés ou stéréotypes et s'engage à exercer ses fonctions sans partialité, arbitraire ou favoritisme.

Il s'engage également à respecter la dignité de toute personne, s'abstient de toute forme de violence physique, morale ou verbale ainsi qu'en particulier de toute attitude sexiste et forme de harcèlement moral ou sexuel.

Section 3 - Règles relatives à l'exercice du mandat et des mandats dérivés

Article 85. Principes généraux

Le mandataire local exerce son mandat avec motivation, disponibilité et rigueur. Il participe avec assiduité aux réunions des instances de l'institution locale, ainsi qu'aux réunions auxquelles il est tenu de participer en raison de son mandat au sein de ladite institution locale.

Le mandataire local adopte une démarche proactive en recherchant l'information nécessaire au bon exercice de son mandat et en participant activement aux échanges d'expériences et formations proposées aux mandataires des institutions locales, et ce tout au long de son mandat.

Le mandataire local dépense les deniers publics de manière responsable et gèrent les biens publics comme une personne prudente et raisonnable. Il encourage toute mesure qui favorise l'efficacité de la gestion, la lisibilité des décisions prises et de l'action publique, la culture de l'évaluation permanente ainsi que la motivation du personnel de l'institution locale.

Il encourage et développe toute mesure qui favorise la transparence de ses fonctions ainsi que de l'exercice et du fonctionnement des services de l'institution locale.

Article 86. Mandats dérivés, autres activités et intérêts financiers

§. 1er.Afin de favoriser la transparence et d'éviter toute apparence de partialité, les mandataires locaux sont tenus, conformément à l'article 8 de l'ordonnance conjointe à la Région de Bruxelles-Capitale et à la Commission communautaire commune du 14 décembre 2017 sur la transparence des rémunérations et des avantages des mandataires publics bruxellois, de déclarer auprès du secrétaire communal dans le mois qui suit leur prestation de serment les mandats, fonctions et fonctions dérivées qu'ils exercent et les rémunérations, avantages de toute nature et frais de représentation perçus en exécution de ceux-ci.

§. 2. Les mandataires locaux ne peuvent exercer des activités en dehors de leur fonction, que ce soit personnellement ou par le biais d'un intermédiaire, qui les mettent dans l'incapacité de remplir leurs obligations officielles, qui portent atteinte à la dignité de leur fonction ou qui affectent la confiance du public dans leur fonction ou leur indépendance.

Article 87. Plafond de rémunération

La somme des rémunérations perçues par les mandataires locaux publics ne peut excéder 150 % du montant de l'indemnité parlementaire perçue par les membres de la

Chambre des représentants.
Pour vérifier si la somme des rémunérations perçues ne dépasse pas ce plafond, il est pris en compte le montant brut de toutes les rémunérations, indemnités, en ce compris les indemnités pour fonctions spéciales, traitements ou jetons de présence et avantages de toute nature découlant de l'exercice :

- d'un mandat électif européen, fédéral, communautaire, régional et bicommunautaire, ou communal ;
- d'un mandat exécutif ;
- d'un mandat au sein d'une instance internationale ;
- d'un mandat au sein d'un organisme public fédéral, communautaire, régional, bicommunautaire ou local ;
- d'un mandat ou d'une fonction au sein de toute autre structure, publique ou privée, soumise à la législation sur les marchés publics ;
- d'une fonction dérivée des mandats et fonctions précités, élective ou non ;
- d'un mandat dans toute structure, publique comme privée, exercé sur désignation du Gouvernement et/ou du Collège réuni pour les y représenter.

Si la rémunération perçue en rétribution des mandats ou fonctions ci-dessus (à l'exception d'un mandat exercé au sein d'un organisme régional, bicommunautaire ou local) dépasse le plafond de 150 %, les éventuels autres mandats sont exercés à titre gratuit.
Il faut intégrer dans le plafond des rémunérations :

- les indemnités, traitements, jetons de présence, avantages de toute nature, découlant de l'exercice d'un mandat électif, à quelque niveau que ce soit, y compris les indemnités pour fonctions spéciales, soit en tant que présidente ou président, première ou premier vice-président, vice-présidente ou vice-président, secrétaire du Bureau du Parlement et présidente ou président de groupe politique ;
- les rémunérations perçues pour l'exercice d'un mandat dans une instance internationale ;
- les rémunérations d'un mandat exécutif local (bourgmestre, échevin, échevine, présidente ou président de CPAS) régional ou à un autre niveau de pouvoir (ministre) ;
- les rémunérations d'un mandat exécutif (présidente ou président de Conseil d'administration, vice-présidente ou vice-président ou toute autre fonction équivalente ou similaire des organes décisionnels restreints équivalents) ;
- les rémunérations d'un mandat exécutif ou d'une fonction au sein de toute autre structure soumise à la législation des marchés publics (exemples : représentant des pouvoirs publics ou à titre privé au sein d'une asbl ou autre structure subsidiée à plus de 50 % ou rémunérations perçues pour une fonction exercée dans un cabinet ministériel, un parlement, une administration, à quelque niveau que ce soit).

Article 88. Déclaration de mandats
Les membres du Conseil communal doivent déclarer les mandats, fonctions et fonctions dérivées qu'ils exercent, ainsi que les rémunérations, avantages de toute nature et frais de représentation perçus en exécution de ceux-ci :

- d'un mandat électif européen, fédéral, communautaire, régional et bicommunautaire ou communal ;
- d'un mandat exécutif ;
- d'un mandat au sein d'une instance internationale ;
- d'un mandat au sein d'un organisme public fédéral, communautaire, régional,

bicommunautaire ou local ;

- d'un mandat ou d'une fonction au sein de toute autre structure, publique ou privée, soumise à la législation sur les marchés publics ;
- d'une fonction dérivée des mandats et fonctions précités, élective ou non ;
- d'un mandat dans toute structure, publique comme privée, exercé sur désignation du Gouvernement et/ou du Collège réuni pour les y représenter.

Par « fonction », on entend l'occupation d'un emploi, l'exercice d'une mission ou la fourniture de prestations de travail, sous la forme d'un contrat de travail salarié ou assimilé, d'un arrêté, d'une convention ou d'un contrat de services, au sein d'une structure ou d'un organisme soumis à la législation sur les marchés publics.
La rémunération prise en compte pour le calcul du plafond de 150 % vise donc le salaire.
On entend par « fonction dérivée » toute fonction exercée de droit par une ou un mandataire public en raison de son mandat électif ou exécutif, d'un mandat pour lequel elle ou il a été désigné au sein d'une instance internationale, d'un organisme public fédéral, communautaire, régional, bicommunautaire ou local, d'une fondation ou de tout autre organisme privé, public ou mixte dont un ou plusieurs administratrices ou administrateurs sont nommés par le Gouvernement et/ou le Collège réuni, ou encore d'un mandat ou d'une fonction au sein de toute autre structure soumise à la législation sur les marchés publics.
On entend par « fonctions équivalentes ou similaires » : celles exercées par les mandataires qui, en vertu d'un texte législatif, réglementaire ou statutaire applicable à l'organisme au sein duquel il exerce son mandat, dispose d'un titre, d'une attribution ou d'une fonction assimilable légalement, réglementairement ou statutairement aux fonctions de président ou de vice-président dans ce même organisme

Article 89.

§1er. Le mandataire local avise également le secrétaire communal lorsqu'il possède des intérêts financiers substantiels (par exemple des actions ou des options) dans une entreprise avec laquelle la commune fait affaire ou dans laquelle la commune détient une participation.
§2. Les mandats et intérêts financiers substantiels notifiés dans le cadre du paragraphe précédent par un mandataire local sont publics et sont mis à disposition pour consultation.
Tout changement de situation intervenu en cours de mandat est immédiatement communiqué au secrétaire communal. Le secrétaire communal ou un fonctionnaire désigné à cette fin par le secrétaire communal veillera à ce que la liste publique des mandats et intérêts notifiés soit actualisée.

Section 4 – Conflits d'intérêts et apparence de conflit d'intérêts

Article 90. Conflits d'intérêts

Toute forme de conflit d'intérêts est prohibée.
Un conflit d'intérêts existe lorsqu'un mandataire public a un intérêt matériel personnel qui peut l'amener à infléchir indûment son comportement dans l'exercice de ses fonctions en tant que mandataire public. Le mandataire local n'utilise pas son influence ni sa voix pour servir ses intérêts personnels. Il ne le fait pas non plus pour servir l'intérêt particulier d'une autre personne ou l'intérêt d'une organisation dans laquelle il est directement ou indirectement impliqué.
Le mandataire local évite activement et de sa propre initiative toute forme de conflit d'intérêts ou apparence de conflit d'intérêts.
Lorsqu'un mandataire public constate qu'il peut être pris dans un conflit d'intérêts , il le mentionne oralement avant d'intervenir par écrit ou oralement sur toute question relative à cet intérêt.
Lorsqu'il existe dans son chef un conflit d'intérêts, le mandataire public est tenu de s'abstenir de toute autre action.

Le mandataire local est conscient qu'un éventuel conflit d'intérêts ne se limite pas à la délibération ni au vote. Il veillera donc aussi à n'exercer aucune influence durant les autres phases du processus de décision.
Le mandataire local veille lors de ses contacts avec le citoyen à ne jamais donner l'impression que des intérêts particuliers sont ou pourraient être privilégiés.

Article 91. Incompatibilités

Le mandataire local ne peut pas exercer les fonctions énumérées aux articles 71 et 71 bis de la Nouvelle loi communale.

Section 5 - Corruption et apparence de corruption

Article 92. Corruption

Le mandataire local ne peut pas laisser acheter ou orienter son influence ou sa voix par de l'argent, des biens, des services ou d'autres faveurs qui lui seraient données ou promises. Il doit également éviter activement et de sa propre initiative toute apparence de corruption.

Article 93. Acceptation de cadeaux, avantages et services (personnels)

§1er. Le mandataire local ne recevra pas de cadeaux, avantages ou services personnels qui lui seraient offerts par des tiers en raison de sa fonction, à moins qu'il ne soit satisfait à toutes les conditions suivantes:

- un refus rendrait son travail de conseiller impossible;
- l'apparence de corruption ou l'influence est minimale.

§2. Le mandataire local n'utilisera jamais à des fins privées des cadeaux, avantages ou services personnels qu'il est autorisé à accepter pour son travail de mandataire.
§3. Le mandataire local n'acceptera pas de cadeaux qui lui seraient offerts en raison de sa fonction. Sont exclues de cette interdiction, les petites attentions occasionnelles (comme un bouquet de fleurs ou une bouteille de vin), lorsque l'apparence de corruption ou l'influence est minimale et lorsqu'il est satisfait à au moins une des conditions suivantes:

- le refus ou la restitution du cadeau blesserait ou embarrasserait gravement le donateur;
- la remise du cadeau a lieu en public;
- la restitution du cadeau est impossible dans la pratique;
- il s'agit d'un prix que le mandataire local a gagné lors d'une tombola ou d'une activité.

§4. Si le mandataire local entre en possession de cadeaux, il en avisera le secrétaire communal.
En fonction de la nature du cadeau et des circonstances dans lesquelles il a été offert, soit il sera restitué, soit il deviendra la propriété de la commune. Le secrétaire communal enregistre ces dons et leur donne en toute transparence une affectation communale.
§5. Exceptionnellement, le conseil communal peut déroger aux règles régissant l'acceptation de cadeaux. Une telle dérogation ne peut intervenir qu'en public lors d'une séance du conseil communal.

Article 94. Acceptation d'invitations (par exemple à des dîners ou réceptions)

Le mandataire local n'acceptera des invitations (déjeuners, dîners, réceptions et autres) payées ou financées par des tiers que lorsqu'il est satisfait à toutes les conditions ci-dessous:

- l'invitation relève de son travail de mandataire;
- sa présence peut être considérée comme fonctionnelle (tâches protocolaires, représentation formelle de la commune, …);
- l'apparence de corruption ou l'influence est minimale.

Article 95. Acceptation de voyages, séjours et visites de travail

Toute invitation à des visites de travail dont les frais de voyage et de séjour sont payés par des tiers doit toujours être débattue au sein du conseil communal. L'invitation ne peut être acceptée que lorsque la visite revêt une importance démontrable pour la commune et lorsque l'apparence de corruption ou l'influence est minimale. Une telle visite fait toujours l'objet d'un compte rendu écrit au conseil communal..

Section 6 - Utilisation de équipements et ressources de l'administration locale

Article 96. Équipements et ressources de l'administration locale

Le mandataire local se conforme aux règles qui ont été fixées pour l'utilisation des équipements et ressources de l'administration locale, spécialement les délibérations du Conseil communal du 21 janvier 2019 (#002/21.01.2019/A/0006#, BOS 34948; « Données à caractère personnel: Validation des documents attenant à la Charte utilisateur et à la politique de sécurité de l'information ») et du 1er décembre 2022 (#002/01.12.2022/A/0018# ; BOS 55513 ; « Données personnelles: Politique spécifique de Sécurité de l'Information – Contrôle d'accès »).

Le mandataire local se conforme aux règles relatives aux remboursements de frais déterminées par le conseil communal.

Section 7 - Gestion de l'information

Article 97. Publicité de l'administration

Le conseil communal est soumis au principe de la publicité. Il veille à ce que le collège des bourgmestre et échevins rende accessibles au public toutes les informations pertinentes concernant les dossiers, documents et actes.

Le mandataire local utilise les informations obtenues dans le cadre de l'exercice de sa fonction exclusivement en vue de son travail de conseiller, et non dans son intérêt personnel ou dans l'intérêt particulier de tiers.

Article 98. Communication honnête

Le mandataire local communique honnêtement au sujet des raisons et motifs qui sous-tendent son vote individuel. Par ailleurs, celui-ci communique honnêtement au sujet des raisons et motifs qui sous-tendent une décision prise par le conseil communal dans son ensemble.

Si les mandataires publics reçoivent des informations qui relèvent des compétences d'un autre service ou institution, ils sont tenus de les transmettre.

Les mandataires publics ne peuvent toutefois recueillir des informations qui sont dans des banques de données auxquelles ils n'ont pas accès.

Article 99. Secret professionnel

Lorsque dans l'exercice de son mandat, le mandataire local reçoit ou consulte des informations qui touchent à une question de personne, celui-ci est soumis au secret professionnel tel que visé par l'article 458 de Code pénal lorsque les informations consultées contiennent des données à caractère personnel. Ce secret professionnel s'applique également pour les séances du conseil tenues à huis clos.

La mandataire respecte les règles édictées par la commune à cet égard (délibérations du Conseil communal du 21 janvier 2019 (#002/21.01.2019/A/0006#, BOS 34948; « Données à caractère personnel: Validation des documents attenant à la Charte utilisateur et à la politique de sécurité de l'information ») et du 1er décembre 2022 (#002/01.12.2022/A/0018# ; BOS 55513 ; « Données personnelles: Politique spécifique de Sécurité de l'Information – Contrôle d'accès », spécialement le point 1.7.).

Article 100. Devoir de discrétion

En marge du strict secret professionnel, le mandataire local est également soumis à un devoir de confidentialité à l'égard de toutes les informations qu'il reçoit ou consulte et qui ne touchent pas à une question de personne.

Les mandataires publics s'abstiennent de tout comportement constituant une atteinte illicite à la vie privée et respectent la confidentialité des documents si cette confidentialité a été préalablement établie sur la base d'une loi ou d'un règlement. Ils

ne peuvent pas distribuer ces documents ni en divulguer le contenu.

Article 101. Respect de la vie privée et données à caractère personnel

Le mandataire local ne diffuse aucune donnée susceptible de porter atteinte au respect de la vie privée des personnes dont le nom est cité dans les documents et dossiers auxquels il a accès.

Le mandataire local s'engage à respecter à cet égard l'ensemble des obligations imposées par le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) (Règlement (UE) 2016/679).

Section 8 – Communication - relation avec le public

Article 102. Recevoir et fournir des informations

Il relève des tâches essentielles du mandataire local de recevoir et fournir des informations, en particulier concernant les services chargés de fournir des informations et la manière dont le citoyen peut lui-même demander des informations dans le cadre de la publicité de l'administration.

Le mandataire local ne pourra pas fournir d'informations auxquelles le demandeur n'a pas droit, qui sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement de l'administration, qui pourraient porter atteinte à la protection de la vie privée de tiers ou qui ne peuvent pas être divulguées en vertu de dispositions légales ou réglementaires.

Le mandataire prend également en compte la portée et les conséquences du transfert de ces informations ainsi que des décisions qui en découlent.

Les considérations du présent article s'appliquent également lorsque le mandataire utilise tout réseau social dans l'exercice de ses fonctions politiques, notamment lorsqu'il y partage du contenu accessible au public.

La présente disposition d'interdiction continuera à s'appliquer après la fin du mandat du mandataire local.

Article 103. Orientation

Le mandataire local oriente dans la mesure du possible le demandeur correctement et efficacement vers le(s) service(s) administratif(s) compétent(s). Lorsque la question a trait au traitement de plaintes ou de conflits, les intéressés sont dans un premier temps orientés vers le service administratif compétent comme la procédure de plainte auprès de l'administration communale, le service communal de médiation ou l'ombudsman régional. Dans la mesure du possible, il informe le citoyen sur le fonctionnement de ces services et lui indiquent les voies et procédures appropriées pour introduire une demande ou une réclamation ou pour poser une question au service concerné.

Article 104. Connaissance préalable

Les informations, confidentielles ou non, dont le mandataire a une connaissance préalable dans le cadre de son mandat et qui peuvent être d'une grande valeur pour des tiers, ne seront pas transmises avant que l'administration ne les ait rendues publiques. Cette connaissance préalable ne sera pas non plus mise à profit pour en retirer un avantage personnel.

Les informations, confidentielles ou non, dont le mandataire a une connaissance préalable dans le cadre de son mandat et qui ne sont pas encore publiques, ne seront jamais communiquées à la presse, ni directement ni indirectement.

Section 9 - Accompagnement et soutien administratifs

Article 105. Soutien accordé aux citoyens

§ 1. Les demandes d'informations à propos de dossiers individuels doivent se faire dans le respect de la Nouvelle loi communale et du règlement d'ordre intérieur du conseil communal. Elles sont adressées au secrétaire communal.

§ 2. Lorsqu'un mandataire agit dans le cadre d'un accompagnement ou d'un soutien offert à un citoyen dans les relations de celui-ci avec l'administration ou avec les instances concernées, toute correspondance éventuelle à ce sujet sera établie au nom du citoyen. Il ne sera en aucune manière fait mention de l'accompagnement ou du soutien offert par le mandataire.

En cas de plaintes ou conflits, le mandataire doit dans un premier temps orienter le

citoyen vers le service administratif compétent.
§ 3. Les interventions en vue d'accélérer le traitement d'un dossier sont des interventions par lesquelles un mandataire local essaie d'accélérer une procédure administrative dans des cas ou dossiers qui, sans son intervention, auraient connu une issue ou un résultat régulier, mais après un délai de traitement plus long.
De telles interventions, parce qu'induisant un traitement inégal des citoyens concernés, sont interdites.
Le mandataire local veille à n'intervenir dans un dossier que lorsque cette intervention est pleinement justifiée, de manière à ne pas surcharger l'administration.

Article 106. Indépendance et objectivité de l'administration

Dans le cadre de l'accompagnement ou du soutien offert aux citoyens, le mandataire respecte l'indépendance des services et des fonctionnaires, l'objectivité des procédures et les délais considérés comme raisonnables pour le traitement de tels dossiers.

Section 10 - Interventions

Article 107. Définitions

Par une intervention, on entend un acte accompli par un mandataire local, en faveur d'un ou de plusieurs citoyens, dans le cadre du traitement d'un dossier individuel ou de la prise d'une décision administrative ou juridictionnelle.
Sauf les cas prévus par la loi, la demande d'information ne constitue pas une intervention au sens du présent chapitre pourvu qu'elle ne s'accompagne ni d'une démarche vis-à-vis d'un service ou d'une institution publique, ni d'une recommandation émanant dudit mandataire.

Article 108. Principes généraux

Chaque mandataire local veille en tout temps à ce qu'une éventuelle intervention respecte la séparation des pouvoirs, l'autonomie des fonctionnaires et des services concernés, tout comme l'objectivité des procédures et l'égalité de traitement des citoyens.
Les mandataires locaux s'interdisent de prétendre avoir réalisé une intervention donnant indûment l'impression d'être intervenus pour mener à bien un dossier, et ce que le citoyen concerné en ait ou non fait la demande.

Article 109. Interventions auprès d'instances de police et judiciaires

Les interventions d'un mandataire local auprès d'instances de police et judiciaires visant à influencer la prise de décisions juridiques dans des dossiers individuels présentant un lien direct ou indirect avec ses missions de mandataire sont interdites.

Article 110. Interventions de favoritisme

Les interventions de favoritisme sont des interventions par lesquelles le mandataire local intercède pour influencer l'issue ou le résultat d'une affaire ou d'un dossier dans le sens souhaité par le citoyen qui y a un intérêt. De telles interventions sont interdites.

Article 111. Interventions auprès d'instances procédant à des sélections

Les mandataires locaux peuvent recueillir et transmettre des informations sur les conditions et l'organisation d'examens et de tests d'aptitude, ainsi que sur les procédures de nomination, de désignation et de promotion.. Les mandataires publics peuvent informer les demandeurs d'emploi des offres d'emploi dans le secteur privé et dans le secteur public.
Lorsqu'ils sont membres d'un organe public de sélection, les mandataires locaux s'interdisent de prendre en compte d'autres critères que la compétence requise dans l'appel à candidature, les résultats obtenus lors des procédures d'examen, de concours ou de test d'aptitude ou les critères de composition de l'organe concerné.
Les interventions auprès d'instances procédant à des sélections, qui ont pour objectif d'accroître des chances de nomination, de désignation et de promotion dans l'administration, ne sont pas autorisées.
Les mandataires publics peuvent exercer un contrôle sur l'objectivité d'examens ou de tests d'aptitude afin de prévenir le favoritisme dans l'octroi des positions publiques.

Si une aide est demandée à un mandataire local de la part ou en faveur de candidats qui ambitionnent une fonction, une nomination ou une promotion déterminée, le mandataire local informe les candidats concernés que la nomination, désignation ou promotion sera décidée conformément aux normes et procédures en vigueur. Pour de plus amples informations, il réoriente le candidat vers le service ou l'instance compétente.

Art.112 - Rapport

Le secrétaire communal prend les mesures nécessaires pour que les fonctionnaires en charge consignent toute intervention dans le dossier administratif concerné, quelle que soit la nature de l'intervention ou la qualité de l'intervenant.

Art.113 – Publicité relative au mandat

La publicité directe ou indirecte concernant leurs services d'information, d'orientation ou d'intervention des mandataires locaux, se limite à communiquer une ou plusieurs adresses de contact, avec, par exemple, le nom, la photo, l'indication du mandat et du parti politique, des

heures de rendez-vous, des numéros de téléphone, ainsi que de l'adresse de courrier postal ou électronique, du site internet ou de tout autre moyen de communication électronique ou média social par lesquels ils peuvent être joints.

Cette règle ne s'applique pas aux journaux des partis politiques ni aux publications politiques qu'édite le mandataire lui-même.

Art.114. Interférences avec l'exercice du mandat

Les mandataires publics communiquent, tout au long de leur mandat, aux autorités compétentes les faits et obligations susceptibles d'interférer avec l'exercice de leur mandat ou d'influer sur l'exercice de leur mandat, et rendent publique toute interférence non autorisée.

Les mandataires publics ne peuvent en aucune manière exercer des activités qui sont dirigées contre les intérêts légitimes de l'institution au sein de laquelle ils exercent leur mandat.

Section 11 - Relations mutuelles et conventions concernant les réunions

Article 115. Relations mutuelles

Les mandataires locaux se traitent mutuellement avec respect et traitent avec respect les membres du conseil communal, du collège et les fonctionnaires de la commune.

Les mandataires locaux font preuve de correction dans leur communication entre eux et à l'égard des membres du conseil communal, du collège des bourgmestre et échevins, du secrétaire communal et des autres fonctionnaires, que cette communication soit verbale, non verbale, écrite ou électronique.

Article 116. Conventions concernant les réunions

Lors des réunions des organes politiques, le mandataire local se conforme au règlement d'ordre intérieur et suit les consignes du président de l'organe à ce sujet.

Le mandataire local s'abstient de tenir en public, et donc aussi lors d'assemblées publiques de conseils et commissions, des propos négatifs au sujet de fonctionnaires communaux.

Article 117. Contacts avec l'administration

Le mandataire local traite les fonctionnaires avec respect et courtoisie. Toute forme d'influence, d'intimidation, de harcèlement ou de comportement intempestif est interdite.

Le mandataire local se doit de fournir des informations fiables et s'abstient de donner une image négative de l'administration communale.

Le mandataire local traite les fonctionnaires comme des partenaires à part entière. Les deux parties respectent leurs compétences mutuelles, notamment :

- les prérogatives des conseillers communaux ;
- la compétence de décision des organes communaux ;
- les compétences attribuées ou déléguées à certains fonctionnaires ;

- la mission de préparation ou d'exécution de l'administration.

Le mandataire local peut s'attendre de la part des fonctionnaires à une exécution ponctuelle et correcte des décisions prises et des missions confiées par le collège des bourgmestre et échevins. Les fonctionnaires sont uniquement responsables des tâches qui relèvent de leurs compétences et responsabilités et dans la mesure où les ressources nécessaires à l'exécution correcte des tâches ont été mises à leur disposition.
Le mandataire local ne charge les fonctionnaires d'aucune mission ne relevant pas de la compétence de son mandat. Le mandataire ne demande jamais des prestations à titre personnel.

Section 12 - Respect du code de déontologie

Article 118. Respect

Le mandataire local accepte les responsabilités inhérentes au mandat. Il agit donc de manière totalement publique et est prêt à répondre de ses actes au sein du conseil communal, du collège ou des organes d'administration de la personne morale au sein de laquelle il exerce un mandat au nom de la commune.
Il respecte les règles de conduite et les directives reprises dans le présent code de déontologie et d'éthique.
Le mandataire local utilise toutes les ressources pour lutter contre la fraude et la corruption de manière à ce que l'image des pouvoirs publics ne soit pas ternie et à ce qu'aucun dommage financier n'en découle. Il réagit promptement lorsque des actes de fraude ou de corruption éventuels se produisent.
Le mandataire local qui ne respecte pas ce code peut faire l'objet des sanctions édictées par l'article 283, 1° de la Nouvelle loi communale, dans le respect de la procédure édictée par le Chapitre III de la Nouvelle loi communale, le Conseil étant le seul organe à pouvoir statuer en la matière.

Article 119. Prévention des infractions potentielles

Lorsqu'un mandataire local a des doutes quant au fait qu'un acte qu'il veut poser pourrait constituer une infraction au code, il consulte à ce sujet le secrétaire communal ou le fonctionnaire désigné à cette fin par le secrétaire communal.
Lorsqu'un mandataire local a des doutes quant à un acte qu'un autre mandataire local n'a pas encore posé, il prévient ce dernier. Le mandataire local exprime ses doutes et oriente au besoin l'intéressé vers le secrétaire communal ou le fonctionnaire désigné à cette fin par le secrétaire communal.

Article 120. Notification des présomptions d'infractions

Lorsqu'une personne soupçonne qu'une règle du code de déontologie et d'éthique a été enfreinte par un mandataire local, elle peut notifier cette présomption par écrit de préférence dans les 10 jours du constat au secrétaire communal ou au fonctionnaire désigné à cette fin par le secrétaire communal. Le secrétaire communal en avise le président du conseil communal. Les notifications anonymes ne sont pas recevables.
Cette notification est portée sans retard à la connaissance du mandataire concerné.
Cette personne peut également mettre en œuvre la procédure édictée par le règlement relatif à la création, à l'organisation et au fonctionnement de la composante interne du signalement d'une atteinte suspectée à l'intégrité.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Secretariaat
Gemeenteraad - huishoudelijk reglement - Wijziging

De Raad,
Gelet op de nieuwe gemeentewet, artikel 91;

Gelet op de Brusselse Deontologische Code;
Gezien zijn beraadslagingen:

- #002/19.12.2024/A/0006# - Gemeenteraad - huishoudelijk reglement – goedkeuring
- #002/05.06.2025/A/0020# - Gemeenteraad - huishoudelijk reglement – wijziging

Overwegende het volgende:
Tijdens de zitting van 10.07.2025 hebben het Parlement van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie de Brusselse Deontologische Code goedgekeurd. Deze code bevat de principes, gebruiken en gedragsregels die de Brusselse publieke mandatarissen moeten naleven.
Het huishoudelijk reglement dat werd goedgekeurd door de Gemeenteraad in de zitting van 19.12.2024 bevatte bepalingen met betrekking tot de deontologie van de mandatarissen. De hierna voorgestelde aanpassingen beogen de integratie van de bepalingen van de code in het huishoudelijk reglement.
De wijzigingen hebben betrekking op de artikelen 81 tot en met 120 van het huishoudelijk reglement.
Besluit
De wijzigingen van de artikelen 81 tot en met 120 van het huishoudelijk reglement goed te keuren. Deze luiden voortaan als volgt:
Hoofdstuk 24. - Deontologische code
Afdeling 1. - Toepassingsgebied
Artikel 81. Ratione personae
§ 1. Dit hoofdstuk bevat de deontologische en ethische code die van toepassing is op lokale mandatarissen.
Onder lokale mandatarissen dient verstaan te worden:

- de voorzitter van de gemeenteraad;
- de gemeenteraadsleden;
- de burgemeester;
- de schepenen.

Voor de toepassing van deze code worden met de handelingen die door de lokale mandatarissen, zoals bedoeld in het vorige lid, worden verricht, gelijkgesteld de handelingen die in hun naam worden gesteld door derden die voor hun rekening handelen.
§ 2. Indien een mandaat namens de gemeente/het OCMW wordt opgenomen door een extern persoon, niet vermeld in paragraaf 1, zal bij diens aanstelling gevraagd worden te handelen in overeenstemming met de regels opgenomen in deze deontologische en ethische code.
§ 3. Lokale mandatarissen moeten er tevens over waken dat zij, ook buiten het kader van hun mandaat, geen gedragingen stellen die afbreuk kunnen doen aan de eer of de waardigheid van hun ambt.
Artikel 82. Ratione materiae
Deze deontologische en ethische code bevat alle principes, gedragsregels, gebruiken en richtlijnen die als leidraad dienen voor lokale mandatarissen tijdens de uitoefening van hun mandaat.
Deze deontologische en ethische code vervolledigt de wettelijke regels die van toepassing zijn op lokale mandatarissen net als de regels van de deontologische code van de Brusselse openbare mandatarissen goedgekeurd door het Brussels Hoofdstedelijk Parlement en de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie. De mandatarissen zijn verantwoordelijk voor de naleving

van deze code.

Afdeling 2 - Algemene bepalingen

Artikel 83. Algemeen belang

De lokale mandatarissen nemen in alle omstandigheden een houding aan die het vertrouwen van de burger bevestigt en versterkt in de instelling waar zij hun mandaat of hun ambt uitoefenen.

Daartoe nemen zij bij de uitoefening van hun ambt de volgende beginselen in acht: belangeloosheid, integriteit, transparantie, nauwgezetheid, eerlijkheid, verantwoordelijkheid en zorg voor de reputatie van de instelling waar zij hun mandaat of hun ambt uitoefenen.

Zij zijn gehouden tot waardigheid en voorbeeldigheid. In het bijzonder onthouden zij zich van elke vorm van morele of seksuele intimidatie.

De lokale mandatarissen mogen hun titel of hun bevoegdheden niet misbruiken. Bij zijn optreden in en buiten het gemeentebestuur en in zijn contacten met individuen, groepen, instellingen en ondernemingen moet de lokale mandataris het algemeen belang laten voorgaan op particuliere belangen. Zij mogen zich, noch in de uitoefening van hun ambt, noch daarbuiten, voordoen als een ombuds- of een klachtendienst. Zij gebruiken de termen “ombudsman”, “ombudsvrouw”, “ombudsdienst” of andere vergelijkbare samenstellingen met “ombud” niet voor hun eigen dienstverleningsactiviteiten, om geen verwarring te creëren met de, bij wet, decreet of ordonnantie ingestelde ombudsdiensten. Indien een ombuds- of klachtendienst bestaat, hebben zij de plicht daar prioritair naar te verwijzen.

Artikel 84. Discriminatie

De lokale mandataris staat ten dienste van alle burgers, zonder onderscheid van geslacht, leeftijd, handicap, huidskleur, nationaliteit, sociale situatie, seksuele oriëntatie, geloof of levensbeschouwing, ideologische voorkeur of zijn persoonlijke gevoelens ten aanzien van hen.

Daartoe onthoudt de mandataris zich ervan door zijn houding of gedrag blijk te geven van vooroordelen of stereotypen en verbindt hij zich ertoe zijn taken uit te voeren zonder partijdigheid, willekeur of favoritisme.

Hij verbindt zich er ook toe de waardigheid van alle personen te respecteren, zich te onthouden van elke vorm van fysiek, moreel of verbaal geweld en in het bijzonder van elke seksistische houding of elke vorm van morele of seksuele intimidatie.

Afdeling 3 - Regels inzake de uitoefening van het mandaat en van de afgeleide mandaten

Artikel 85. Algemene principes

Bij de uitoefening van zijn mandaat is de lokale mandataris gemotiveerd, beschikbaar en nauwkeurig. Hij woont de vergaderingen van de instanties van de lokale instelling nauwgezet bij, alsook de vergaderingen die hij op grond van zijn mandaat binnen deze lokale instelling moet bijwonen.

De lokale mandataris zoekt gedurende zijn volledige mandaat uit eigen beweging de nodige informatie om dit correct uit te oefenen en neemt actief deel aan het uitwisselen van ervaringen alsook aan opleidingen die de mandatarissen van de lokale instellingen worden aangeboden.

De lokale mandataris besteedt overheidsgeld op een verantwoorde wijze en beheert de overheidsgoederen als een voorzichtig en redelijk persoon. Hij moedigt elke maatregel aan die de efficiëntie van het beheer, de duidelijkheid van de genomen beslissingen en van het overheidsoptreden, de cultuur van continue evaluatie en de motivatie van het personeel van de lokale instelling bevordert.

Hij stimuleert en treft elke maatregel die bevorderlijk is voor de transparantie van zijn functies en van de verlening en werking van de diensten van de lokale instelling.

Artikel 86. Afgeleide mandaten, andere activiteiten en financiële belangen

§. 1er. Om transparantie te bevorderen en elke schijn van partijdigheid te vermijden, zijn de lokale mandatarissen overeenkomstig artikel 8 van de gezamenlijke

ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 14 december 2017 betreffende de transparantie en de bezoldigingen en voordelen van de Brusselse openbare mandatarissen ertoe gehouden binnen de maand na hun eedaflegging bij de gemeentesecretaris aangifte te doen van de mandaten, functies en afgeleide functies die ze uitoefenen, alsook van de bezoldigingen, voordelen van alle aard en representatievergoedingen die ze ontvangen in het kader van de uitoefening ervan.
§.2. Lokale mandatarissen mogen geen activiteiten buiten hun ambt uitoefenen, weze het persoonlijk of door een tussenpersoon, die er toe leiden dat zij hun ambtelijke plichten niet kunnen vervullen, dat de waardigheid van hun ambt in het gedrag wordt gebracht of dat het vertrouwen van het publiek in hun ambt wordt aangetast of hun eigen onafhankelijkheid.

Artikel 87. Maximumbezoldiging

Het bedrag van de bezoldigingen ontvangen door de lokale openbare mandatarissen mag niet hoger zijn dan 150 % van het bedrag van de parlementaire vergoeding ontvangen door de leden van de Kamer van Volksvertegenwoordigers.
Om na te gaan of het bedrag van de bezoldigingen die ontvangen worden niet hoger is dan dit plafond, wordt rekening gehouden met het bruto bedrag van alle bezoldigingen, vergoedingen, met inbegrip van de vergoedingen voor bijzondere functies, wedden, presentiegelden en voordelen van alle aard in het kader van de uitoefening van:

- een Europees, federaal, communautair, gewestelijk en bicommunautair of gemeentelijk kiesmandaat;
- een uitvoerend mandaat;
- een mandaat in een internationale instelling;
- een mandaat in een federale, communautaire, gewestelijke, bicommunautaire of lokale openbare instelling;
- een mandaat of een functie in elke andere openbare of private structuur onderworpen aan de wetgeving op de overheidsopdrachten;
- een afgeleide functie, al dan niet een kiesfunctie, van de voornoemde mandaten en functies;
- een mandaat in elke andere privé- en overheidsstructuur, uitgeoefend na aanstelling door de Regering en/of het Verenigd College om er die te vertegenwoordigen.

Als de bezoldiging ontvangen bij wijze van vergoeding voor de voormelde mandaten of functies (met uitzondering van een mandaat uitgeoefend in een gewestelijke, bicommunautaire of lokale instelling) de grens van 150 % overschrijdt, worden eventuele andere mandaten onbezoldigd uitgeoefend.
Voor de maximumbezoldiging dienen in aanmerking genomen te worden:

- vergoedingen, wedden, presentiegelden en voordelen van alle aard in het kader van de uitoefening van een kiesmandaat, ongeacht het niveau, met inbegrip van vergoedingen voor bijzondere functies, zijnde als voorzitter, eerste vicevoorzitter, secretaris van het Bureau van het Parlement en fractievoorzitter;
- bezoldigingen ontvangen voor de uitoefening van een mandaat in een internationale instelling;
- bezoldigingen voor een uitvoerend mandaat, ongeacht of dit lokaal (burgemeester, schepen, OCMW-voorzitter), gewestelijk of op een ander bevoegdheidsniveau (minister) is;
- bezoldigingen voor een uitvoerend mandaat (voorzitter van raad van bestuur, vicevoorzitter of elke andere gelijkwaardige of gelijkaardige functie in gelijkwaardige beperkte beslissingsorganen);
- bezoldigingen voor een uitvoerend mandaat of een functie in elke andere

structuur onderworpen aan de wetgeving op de overheidsopdrachten (voorbeelden: vertegenwoordiger van de overheid of op persoonlijke titel in een vzw of een andere voor meer dan 50 % gesubsidieerde structuur of bezoldigingen voor een functie uitgeoefend in een ministerieel kabinet, een parlement, een bestuur, ongeacht het niveau).

Artikel 88. Aangifte van mandaten

De gemeenteraadsleden moeten aangifte doen van alle mandaten, functies en afgeleide functies die zij uitoefenen, alsook van de bezoldigingen, voordelen van alle aard en representatiekosten die ze ontvangen in het kader van de uitoefening van:

- een Europees, federaal, communautair, gewestelijk en bicommunautair of gemeentelijk kiesmandaat;
- een uitvoerend mandaat;
- een mandaat in een internationale instelling;
- een mandaat in een federale, communautaire, gewestelijke, bicommunautaire of lokale openbare instelling;
- een mandaat of een functie in elke andere openbare of private structuur onderworpen aan de wetgeving op de overheidsopdrachten;
- een afgeleide functie, al dan niet een kiesfunctie, van de voornoemde mandaten en functies;
- een mandaat in elke andere privé- en overheidsstructuur, uitgeoefend na aanstelling door de Regering en/of het Verenigd College om er die te vertegenwoordigen.

Onder "functie" verstaat men: een baan, de uitoefening van een opdracht of de levering van arbeidsprestaties, in de vorm van een arbeidsovereenkomst in loondienst of daaraan gelijkgesteld, van een besluit, van een verdrag of een dienstovereenkomst, binnen een aan de wetgeving op de overheidsopdrachten onderworpen structuur of instelling.

De bezoldiging die in aanmerking wordt genomen voor de berekening van het maximum van 150 % betreft dus het salaris.

Men verstaat onder "afgeleid mandaat": elke functie van rechtswege uitgeoefend door een openbare mandataris uit hoofde van zijn kiesmandaat of uitvoerend mandaat, van een mandaat waarvoor hij aangesteld werd in een internationale instelling, in een federale, communautaire, gewestelijke, bicommunautaire of lokale openbare instelling, een stichting of elk ander privaat, openbaar of gemengd orgaan waarvan een of meer bestuurders benoemd zijn door de Regering en/of het Verenigd College, of een mandaat of een functie in elke andere structuur onderworpen aan de wetgeving op de overheidsopdrachten.

Onder "gelijkaardige of vergelijkbare functies" wordt verstaan: functies uitgeoefend door mandatarissen die krachtens een wetgevende, reglementerende of statutaire tekst die van toepassing is op de instelling waar ze hun mandaat uitoefenen, over een titel, bevoegdheid of functie beschikken die wettelijk, reglementair of statutair vergelijkbaar is met de functie van voorzitter of ondervoorzitter bij diezelfde instelling.

Artikel 89.

§ 1. De lokale mandataris meldt het ook aan de gemeentesecretaris als hij substantiële financiële belangen heeft (bijvoorbeeld aandelen of opties) in een onderneming waarmee de gemeente zaken doet of waarin de gemeente een belang heeft.

§ 2. De in het kader de voorgaande paragraaf door een lokale mandataris aangegeven mandaten en substantiële financiële belangen zijn openbaar en ter inzage beschikbaar.

Iedere verandering in de toestand in de loop van het mandaat moet onmiddellijk aan de gemeentesecretaris gemeld worden. De gemeentesecretaris of de daartoe door de gemeentesecretaris aangewezen ambtenaar zorgt ervoor dat deze openbare lijst met de

aangegeven mandaten en belangen up-to-date wordt gehouden.

Afdeling 4 – Belangenconflicten en schijn van belangenconflicten

Artikel 90. Belangenconflicten

Elke vorm van belangenconflict is verboden.

Van een belangenconflict is sprake, wanneer een lokale mandataris een persoonlijk materieel belang heeft dat een ongewenste invloed kan hebben op de wijze waarop hij/zij zijn/haar taken als openbare mandataris uitoefent.

De lokale mandataris gebruikt zijn invloed en stem niet voor zijn persoonlijke belangen. Dit doet hij evenmin voor het persoonlijke belang van een ander persoon of het belang van een organisatie waarin hij rechtstreeks of onrechtstreeks betrokken is.

De lokale mandataris vermijdt actief en uit zichzelf alle vormen van belangenvermenging of schijn van belangenvermenging.

Wanneer een lokale mandataris vaststelt dat hij/zij in een belangenconflict kan komen, maakt hij/zij er mondeling melding van alvorens schriftelijk of mondeling tussen te komen in verband met welk vraagstuk ook dat op dat belang betrekking heeft.

De lokale mandataris dient bij zijn/haar tussenkomsten waarbij hij/zij een belangenconflict heeft, zich van verder handelen te onthouden.

De lokale mandataris beseft terdege dat een mogelijk belangenconflict niet beperkt is tot de beraadslaging of stemming. Hij tracht dan ook op geen enkele manier te wegen op de andere fases van het besluitvormingsproces.

De lokale mandataris zorgt dat bij contacten met de burger nooit de schijn gewekt wordt dat particuliere belangen worden of zouden kunnen worden begunstigd.

Artikel 91. Onverenigbaarheden

De lokale mandataris mag de in artikels 71 en 71 bis van de Nieuwe Gemeentewet opgesomde functies niet uitoefenen.

Afdeling 5 - Omkoping en schijn van omkoping

Artikel 92. Omkoping

De lokale mandataris mag zijn invloed of stem niet verkopen of laten beïnvloeden voor geld, goederen, diensten of andere gunsten die hem aangeboden of beloofd werden. Hij moet actief en uit eigen beweging elke schijn van omkoping vermijden.

Artikel 93. Aanvaarding van (persoonlijke) geschenken, voordelen en diensten

§ 1. De lokale mandataris neemt geen geschenken, voordelen of diensten aan die hem door derden worden aangeboden in verband met zijn functie, tenzij alle volgende voorwaarden vervuld zijn:

- een weigering zou zijn werk als raadslid onmogelijk maken;
- de schijn van omkoping of beïnvloeding is minimaal.

§ 2. De lokale mandataris gebruikt persoonlijke geschenken, voordele, of diensten die voor zijn werk als mandataris aangenomen mogen worden nooit voor privédoeleinden.

§ 3. De lokale mandataris neemt geen geschenken aan die hem in verband met zijn functie worden aangeboden. Sporadische, kleine attenties (zoals een bloemetje of een fles wijn), waarbij de schijn van omkoping of beïnvloeding minimaal is, vallen daarentegen niet onder dit verbod, voor zover minstens een van de volgende voorwaarden is vervuld:

- het weigeren of teruggeven van het geschenk zou de schenker diep kwetsen of bijzonder in verlegenheid brengen;
- het geschenk wordt publiekelijk overhandigd;
- het terugbezorgen van het geschenk is praktisch onwerkbaar;
- het betreft een prijs die door de lokale mandataris gewonnen wordt bij een tombola of activiteit.

§ 4. Als de lokale mandataris geschenken verwerft, meldt hij dit aan de

gemeentesecretaris.
Afhankelijk van het soort geschenk en de omstandigheden van de schenking wordt het ofwel terugbezorgd, ofwel eigendom van de gemeente. De gemeentesecretaris registreert deze giften en geeft ze in alle transparantie een gemeentelijke bestemming.
§ 5. In uitzonderlijke omstandigheden mag de gemeenteraad afwijken van de regels voor het aannemen van geschenken. Een dergelijke afwijking is enkel mogelijk op een openbare zitting van de gemeenteraad.

Artikel 94. Aanvaarding van uitnodigingen (voor bijvoorbeeld diners of recepties)

De lokale mandataris aanvaardt uitnodigingen (lunches, diners, recepties en andere) die door derden betaald of gefinancierd worden enkel wanneer aan alle onderstaande voorwaarden voldaan is:

- de uitnodiging kadert in zijn werk als mandataris;
- zijn aanwezigheid kan als werkgerelateerd worden beschouwd (protocollaire taken, formele vertegenwoordiging van de gemeente, enz.).
- de schijn van omkoping of beïnvloeding is minimaal.

Artikel 95. Aanvaarding van reizen, verblijven en werkbezoeken

Elke uitnodiging voor werkbezoeken waarvan de reis- en verblijfkosten worden betaald door derden moet besproken worden in de gemeenteraad. De uitnodiging mag slechts aanvaard worden wanneer het bezoek aantoonbaar van belang is voor de gemeente en de schijn van omkoping of beïnvloeding minimaal is. Van een dergelijk bezoek moet steeds een schriftelijk verslag gedaan worden aan de gemeenteraad.

Afdeling 6 - Gebruik van uitrustingen en middelen van het plaatselijk bestuur

Artikel 96. Uitrustingen en middelen van het plaatselijk bestuur

De lokale mandataris leeft de vastgelegde regels betreffende het gebruik van uitrustingen en middelen van het plaatselijk bestuur na, in het bijzonder de beraadslagingen van de gemeenteraad van 21 januari 2019 (#002/21.01.2019/A/0006#, BOS 34948; "Persoonsgegevens: validatie van documenten verbonden aan de regels voor de gebruiker en het informatieveiligheidsbeleid") en van 1 december 2022 (#002/01.12.2022/A/0018# ; BOS 55513; "Persoonsgegevens: Specifiek informatiebeveiligingsbeleid - Toegangscontrole").
De lokale mandataris leeft de door de gemeenteraad vastgelegde regels betreffende de onkostenvergoedingen na.

Afdeling 7 - Omgaan met informatie

Artikel 97. Openbaarheid van bestuur

De gemeenteraad is onderworpen aan het openbaarheidsbeginsel. Hij ziet erop toe dat het college van burgemeester en schepenen alle relevante informatie aangaande dossiers, stukken en akten voor het publiek toegankelijk maakt.
De lokale mandataris gebruikt de informatie die hij verkrijgt tijdens de uitoefening van zijn functie enkel voor zijn werk als raadslid, en niet voor zijn of andermans persoonlijk belang.

Artikel 98. Eerlijke communicatie

De lokale mandataris communiceert eerlijk over de redenen en motieven op basis waarvan hij individueel gestemd heeft. Daarnaast communiceert hij eerlijk over de reden en motieven op basis waarvan de gemeenteraad als geheel de beslissing genomen heeft.
Indien de lokale mandatarissen informatie ontvangen die tot de bevoegdheid van een andere dienst of instelling behoort, zijn zij verplicht om deze door te geven.
De lokale mandatarissen mogen echter geen informatie verzamelen uit databanken, waar zij geen toegang toe hebben.

Artikel 99. Beroepsgeheim

Indien de lokale mandataris tijdens de uitoefening van zijn functie informatie krijgt of

raadpleegt die betrekking heeft op een persoonlijke aangelegenheid, geldt voor hem het beroepsgeheim als bedoeld in artikel 458 van het Strafwetboek wanneer de geraadpleegde informatie persoonsgegevens bevat. Dit beroepsgeheim geldt ook voor raadszittingen achter gesloten deuren.
De lokale mandataris leeft de door de gemeente in dit kader opgelegde regels na (beraadslagingen van de gemeenteraad van 21 januari 2019 (#002/21.01.2019/A/0006#, BOS 34948; "Persoonsgegevens: validatie van documenten verbonden aan de regels voor de gebruiker en het informatieveiligheidsbeleid") en van 1 december 2022 (#002/01.12.2022/A/0018# ; BOS 55513; "Persoonsgegevens: Specifiek informatiebeveiligingsbeleid - Toegangscontrole", in het bijzonder punt 1.7.).

Artikel 100. Discretieplicht

Naast een strikt beroepsgeheim heeft de lokale mandataris ook voor zaken die geen persoonlijke aangelegenheid betreffen een geheimhoudingsplicht met betrekking tot alle informatie die hij ontvangt of raadpleegt.
De lokale mandatarissen onthouden zich van elk gedrag dat een onrechtmatige inmenging in het privéleven inhoudt en nemen de vertrouwelijkheid van stukken in acht, indien deze vertrouwelijkheid vooraf werd vastgesteld op basis van een wet of reglement. Zij mogen die documenten niet verspreiden en evenmin de inhoud ervan bekendmaken.

Artikel 101. Bescherming van het privéleven en persoonlijke gegvens

De lokale mandataris verspreidt geenszins gegevens die een inbreuk kunnen uitmaken op de persoonlijke levenssfeer van personen van wie de naam geciteerd wordt in stukken en dossiers die hij kan inkijken.
In dit opzicht verbindt de lokale mandataris zich ertoe te voldoen aan alle verplichtingen die worden opgelegd door de General Data Protection Regulation (GDPR) (Verordening (EU) 2016/679).

Afdeling 8 - Communicatie - Omgaan met het publiek

Artikel 102. Informatie ontvangen en verstrekken

Het ontvangen en verstrekken van informatie behoort tot de essentiële taken van de lokale mandataris, in het bijzonder met betrekking tot de diensten die verantwoordelijk zijn voor het verstrekken van informatie en de wijze waarop de burger om informatie kan verzoeken in het kader van de bekendmaking van de administratie.
De lokale mandataris mag geen informatie verstrekken waarop de aanvrager geen recht heeft, die de goede werking van de administratie zou kunnen belemmeren, die inbreuk zou kunnen maken op de persoonlijke levenssfeer van derden of die krachtens wettelijke of bestuursrechtelijke bepalingen niet openbaar mag worden gemaakt.
De gemachtigde houdt ook rekening met de draagwijdte en de gevolgen van de overdracht van dergelijke informatie en van de besluiten die daaruit voortvloeien.
De overwegingen van dit artikel zijn ook van toepassing wanneer de vertegenwoordiger een sociaal netwerk gebruikt bij de uitoefening van zijn of haar politieke functies, in het bijzonder bij het delen van voor het publiek toegankelijke inhoud.
Dit verbod blijft ook gelden na afloop van het mandaat van de lokale mandataris.

Artikel 103. Doorverwijzing

De lokale mandataris verwijst de vragensteller in de mate van het mogelijke correct en doelmatig door naar de bevoegde administratieve diensten. Indien de vraag een klacht- of conflictbehandeling betreft, worden de betrokkenen in de eerste plaats doorverwezen naar de bevoegde administratieve dienst zoals de gemeentelijke klachtenprocedure, de gemeentelijke bemiddelingsdienst of de gewestelijke ombudsdienst. Hij licht de burger in over de werking van die diensten en informeert hem over de geschikte kanalen en procedures om een aanvraag of een klacht in te dienen of om de betrokken dienst een vraag te stellen.

Artikel 104. Voorkennis
Vertrouwelijke of niet-vertrouwelijke informatie waarvan de mandataris in het kader van zijn mandaat voorkennis kreeg en die voor derden erg waardevol kan zijn, wordt niet bezorgd voordat de administratie deze openbaar heeft gemaakt. Deze voorkennis mag evenmin worden aangewend om er persoonlijk voordeel uit te halen.
Vertrouwelijke of niet-vertrouwelijke informatie waarvan de mandataris in het kader van zijn mandaat voorkennis kreeg en die nog niet openbaar werd gemaakt, wordt nooit rechtstreeks of onrechtstreeks aan de pers bezorgd.
Afdeling 9 - Administratieve begeleiding en ondersteuning
Artikel 105. Ondersteuning van burgers
§ 1. Informatieaanvragen betreffende individuele dossiers dienen te gebeuren met inachtneming van de Nieuwe Gemeentewet en het reglement van inwendige orde van de gemeenteraad. Ze worden gericht aan de gemeentesecretaris.
§ 2. Wanneer een mandataris handelt in het kader van een begeleiding of ondersteuning van een burger in de relatie van deze laatste met het bestuur of de betrokken instanties, zal elke eventuele correspondentie hierover opgesteld worden in naam van de burger. Er wordt op geen enkele wijze melding gemaakt van de begeleiding of ondersteuning door de mandataris.
In geval van klachten of conflicten moet de mandataris de burger in eerste instantie doorverwijzen naar de bevoegde administratieve dienst.
§ 3. Bespoedigingstussenkomsten zijn tussenkomsten waarbij een lokale mandataris een administratieve procedure probeert te bespoedigen in gevallen of in dossiers die zonder zijn tussenkomst een regelmatige afloop of resultaat zouden krijgen, maar dan na verloop van een langere behandelingstermijn.
Dergelijke tussenkomsten komen neer op een ongelijke behandeling van de betrokken burgers en zijn verboden.
De lokale mandataris waakt erover dat hij alleen tussenkomt in een dossier als dit volledig gerechtvaardigd is om overbelasting van de administratie te vermijden.
Artikel 106. Onafhankelijkheid en objectiviteit van de administratie
Bij de begeleiding en ondersteuning van burgers eerbiedigt de mandataris de onafhankelijkheid van de diensten en de ambtenaren, de objectiviteit van de procedures en de termijnen die als redelijk beschouwd moeten worden voor de afhandeling van de betrokken dossiers.
Afdeling 10 - Tussenkomsten
Artikel 107. Definities
Onder een tussenkomst wordt verstaan een handeling die een lokale mandataris stelt ten gunste van een of meerdere burgers, in het kader van de behandeling van een individueel dossier of het nemen van een administratieve of gerechtelijke beslissing.
Behalve in de gevallen bepaald door de wet, zijn vragen om informatie, geen tussenkomst in de zin van dit hoofdstuk, voor zover die niet gepaard gaan met een initiatief ten overstaan van een dienst of publieke instelling, noch met een aanbeveling uitgaande van die lokale mandataris.
Artikel 108. Algemene beginselen
Elke lokale mandataris waakt er te allen tijde over dat een eventuele tussenkomst de scheiding der machten, de autonome beslissingsbevoegdheid van de ambtenaren en van de betrokken diensten, evenals de objectiviteit van de procedures en de gelijke behandeling van de burgers eerbiedigt.
De lokale mandatarissen onthouden zich van elke bewering dat zij een tussenkomst hebben gedaan die ten onrechte de indruk wekt te zijn tussengekomen om een dossier tot een goed einde te brengen, ongeacht of de betrokken burger daar al dan niet om heeft gevraagd.
Artikel 109. Tussenkomsten bij politiediensten en gerechtelijke diensten
Tussenkomsten van een lokale mandataris bij politiediensten en gerechtelijke diensten met het oog op het beïnvloeden van juridische beslissingen in individuele dossiers die

rechtstreeks of onrechtstreeks verband houden met zijn opdrachten als mandataris zijn verboden.

Artikel 110. Tussenkomsten met het oog op favoritisme

Tussenkomsten met het oog op favoritisme zijn tussenkomsten waarbij de lokale mandataris tussenbeide komt om de afloop of het resultaat van een zaak of een dossier te beïnvloeden in de door de belanghebbende burger gewenste zin. Dergelijke tussenkomsten zijn verboden.

Artikel 111. Tussenkomsten bij selectie-instanties

De lokale mandatarissen mogen informatie verzamelen en doorgeven over de voorwaarden en organisatie van examens en geschiktheidstests, alsook over de procedures van benoeming, aanstelling en bevordering. De openbare mandatarissen mogen werkzoekenden op de hoogte brengen van werkaanbiedingen in de particuliere en de overheidssector.

Wanneer zij lid zijn van een publiek selectieorgaan, met geen andere criteria rekening te houden dan met de bekwaamheid zoals vereist in de oproep tot kandidaten, de resultaten die werden behaald tijdens het examen, het vergelijkend examen of de geschiktheidstest of de samenstellingscriteria van het betrokken orgaan.

Tussenkomsten bij selectie- instanties om de kansen op benoeming, aanstelling en bevordering in de administratie te verhogen, zijn niet toegelaten.

De lokale mandatarissen mogen toezicht uitoefenen op de objectiviteit van examens of geschiktheidstests om bevoordeling bij de toekenning van openbare functies te voorkomen.

Indien een lokale mandataris om hulp wordt verzocht door of ten gunste van kandidaten voor een welbepaalde functie, aanstelling of bevordering, deelt de lokale mandataris de betrokken kandidaten mee dat over de benoeming, aanstelling of bevordering beslist zal worden overeenkomstig de geldende normen en procedures.

Art.112 - Verslag

De gemeentesecretaris treft de nodige maatregelen opdat de bevoegde ambtenaren elke tussenkomst in het betrokken administratief dossier registreren, ongeacht de aard van de tussenkomst of de hoedanigheid van de tussenkomende persoon.

Art. 113 Bekendmaking van het mandaat

Rechtstreekse of onrechtstreekse publiciteit door de lokale mandatarissen voor hun dienstverlening op het vlak van informatieverstrekking, doorverwijzing of tussenkomst wordt beperkt tot het meedelen van een of meer contactadressen, met bijvoorbeeld naam, foto, mandaat en politieke partij, de spreekuren, de telefoonnummers, alsook het post of e-mailadres, de website of enig ander elektronisch communicatiemiddel of sociaal medium via dewelke zij te bereiken zijn.

Die regel geldt niet voor bladen van politieke partijen of door de mandataris zelf uitgegeven politieke publicaties.

Art. 114 Inmenging in het mandaat

De lokale mandatarissen delen tijdens de hele duur van hun mandaat aan de bevoegde instanties de feiten en verplichtingen mee die op de uitoefening van hun mandaat kunnen inwerken, of er een invloed op kunnen hebben, en maken elke ongeoorloofde beïnvloeding kenbaar.

De lokale mandatarissen mogen op geen enkele manier activiteiten uitoefenen die gericht zijn tegen de rechtmatige belangen van de instelling waar zij hun mandaat uitoefenen.

Afdeling 11 - Onderlinge omgang en afspraken over vergaderingen

Artikel 115. Onderlinge omgang

Lokale mandatarissen gaan respectvol om met elkaar om en behandelen de leden van de gemeenteraad, het college en de ambtenaren van de gemeente met respect.

Lokale mandatarissen zijn correct in hun communicatie met elkaar en met de leden van de gemeenteraad, het college van burgemeester en schepenen, de gemeentesecretaris en andere ambtenaren, om het even of deze communicatie verbaal,

non-verbaal, schriftelijk of elektronisch is.

Artikel 116. Afspraken over vergaderingen

Tijdens vergaderingen van de politieke organen leeft de lokale mandataris het reglement van inwendige orde na en volgt hij de richtlijnen van de voorzitter van het orgaan hierover op.

De lokale mandataris onthoudt zich in het openbaar, en dus ook in openbare vergaderingen van de raad en commissies, van negatieve uitlatingen over gemeentelijke ambtenaren.

Artikel 117. Omgang met de administratie

De lokale mandataris gaat op een respectvolle en hoffelijke wijze om met de ambtenaren. Elke vorm van beïnvloeding, intimidatie, pesterij of ongewenst gedrag is verboden.

De lokale mandataris geeft betrouwbare informatie en plaatst het gemeentebestuur niet in een slecht daglicht.

De lokale mandataris gaat met ambtenaren om als volwaardige partners. Beide partijen eerbiedigen elkaars bevoegdheden, meer bepaald:

- de prerogatieven van de gemeenteraadsleden;
- de beslissingsbevoegdheid van de gemeentelijke organen;
- de aan welbepaalde ambtenaren toegewezen of gedelegeerde bevoegdheden;
- de beleidsvoorbereidende en uitvoerende opdracht van de administratie.

De lokale mandataris mag van ambtenaren een tijdige en correcte uitvoering van de genomen beslissingen en van de door het college van burgemeester en schepenen toevertrouwde opdrachten verwachten. Ambtenaren zijn enkel verantwoordelijk voor de taken die binnen hun bevoegdheid en verantwoordelijkheid vallen en voor zover de nodige middelen voor de correcte uitvoering van de taken ter beschikking worden gesteld.

De lokale mandataris belast ambtenaren niet met opdrachten die buiten de bevoegdheid van zijn mandaat vallen. De mandataris vraagt nooit enige persoonlijke dienst.

Afdeling 12 - Naleving van de deontologische code

Artikel 118. Naleving

De lokale mandataris aanvaardt de verantwoordelijkheden die eigen zijn aan het mandaat. Hij handelt bijgevolg in volledige openbaarheid en is bereid voor zijn daden verantwoording af te leggen binnen de gemeenteraad, het college of de bestuursorganen van de rechtspersoon waarbinnen hij namens de gemeente een mandaat uitoefent.

Hij leeft de gedragsregels en de richtlijnen van deze deontologische code na.

De lokale mandataris bestrijdt fraude en omkoping met alle middelen opdat het imago van de overheid niet geschonden wordt en er geen enkele financiële schade uit voortvloeit. Hij reageert prompt bij mogelijke gevallen van fraude of omkoping.

De lokale mandataris die deze code niet naleeft, kan het voorwerp uitmaken van de sancties vastgelegd in artikel 283, 1° van de Nieuwe Gemeentewet, met inachtneming van de procedure vastgelegd in hoofdstuk III van de Nieuwe Gemeentewet, waarbij de raad het enige orgaan is dat bevoegd is om hierover een beslissing te nemen.

Artikel 119. Voorkomen van mogelijke schendingen

Indien een lokale mandataris twijfelt of een handeling die hij wil verrichten een schending van de code zou kunnen zijn, vraagt hij hierover de mening van de gemeentesecretaris of van de daartoe door de gemeentesecretaris aangestelde ambtenaar.

Indien een lokale mandataris twijfels heeft over een nog niet gestelde handeling van een andere lokale mandataris, dan waarschuwt hij die persoon. De lokale mandataris formuleert zijn twijfels en verwijst de betrokkene indien nodig door naar de gemeentesecretaris of de daartoe door de gemeentesecretaris aangestelde ambtenaar.

Artikel 120. Melden van vermoedens van schendingen
Indien een persoon vermoedt dat een regel van de deontologische en ethische code is geschonden door een lokale mandataris, dan kan hij hiervan bij de gemeentesecretaris of de daartoe door de gemeentesecretaris aangestelde ambtenaar schriftelijk melding maken, bij voorkeur binnen de 10 dagen na de vaststelling. De gemeentesecretaris brengt de voorzitter van de gemeenteraad hiervan op de hoogte. Anonieme meldingen zijn niet ontvankelijk.
Deze melding wordt onverwijld ter kennis gebracht aan de betrokken mandataris.
Deze persoon kan eveneens de procedure vastgelegd in het reglement betreffende de oprichting, organisatie en werking van de interne component van het systeem voor de melding van een veronderstelde integriteitsschending opstarten.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Annulé par M. le Ministre de la Région de Bruxelles-capitale en charge des Pouvoirs Locaux
Lettre du 02.12.2025
Réf. : 2025-166184
Geannuleerd door de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met plaatselijke besturen.
Brief van 02.12.2025
Ref : 2025-166184

16.10.2025/A/0011 **Ressources Humaines**
RH - Rapport annuel 2024

LE CONSEIL,
Vu la Nouvelle loi communale l'article 70 ter § 1er ;
Prend connaissance du rapport annuel 2024.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Human Resources
HR - Jaarverslag 2024

DE GEMEENTERAAD,
Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 70ter, §1 ;
Neemt kennis van het jaarverslag 2024.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

16.10.2025/A/0012 **Recette**
C.P.A.S. - Modification budgétaire n°2 - exercice 2025.

Le Conseil,
Vu le budget de l'exercice 2025, du Centre public d'Action sociale, approuvé par le Conseil Communal en séance du 19 décembre 2024;
Vu la loi organique du 8 juillet 1976, organique des C.P.A.S., notamment l'article 112bis §2;
Attendu que la modification n°2 - exercice 2025 – du budget du C.P.A.S a été soumis lors des comités de concertation entre les délégations du conseil de l'action sociale et du conseil communal du 30 septembre 2025;
Attendu que la modification n°2 - exercice 2025 – du budget du C.P.A.S a été approuvée par le Conseil de l'Action Sociale en date du 13 octobre 2025;
Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;
DECIDE :
d'approuver la modification n°2 - exercice 2025 – du budget du C.P.A.S. comme reprise dans les pièces justificatives.
La présente délibération, en triple ainsi que les pièces justificatives seront transmises par l'intermédiaire du C.P.A.S. à Monsieur le Ministre chargé de la tutelle sur les Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Ontvangerij
O.C.M.W. - Begrotingswijziging n°2 - dienstjaar 2025.

De Raad,
Gezien de begroting van het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn voor het dienstjaar 2025 werd goedgekeurd door de Gemeenteraad op datum van 19 december 2024.
Gelet op de organieke wet van 8 juli 1976 op de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn en meer bepaald artikel 112bis § 2;
Gezien de begrotingswijziging n° 2 van de begroting van 2025 van het O.C.M.W. besproken werd in de overlegcomités van de afgevaardigden van de Raad van Sociale Actie en de Gemeenteraad op 30 september 2025;
Gezien de begrotingswijziging n° 2 van de begroting van 2025 van het O.C.M.W goedgekeurd werd door de Raad voor Maatschappelijk Welzijn op 13 oktober 2025;
Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 117;
BESLIST :
de begrotingswijzigingen nr 2 van het O.C.M.W. - dienstjaar 2025 goed te keuren conform de stavingstukken.
Onderhavige beraadslaging in drievoud, evenals de stavingstukken, zullen door tussenkomst van het O.C.M.W. overgemaakt worden aan de Heer Minister belast met het toezicht op de lokale besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

16.10.2025/A/0013 **Recette**
Modification budgétaire n°2 service ordinaire et service extraordinaire - exercice 2025

Le Conseil,
Vu la nouvelle loi communale, les articles 117, 225;
Vu l'Arrêté Royal du 2 août 1990 portant sur le règlement général de la comptabilité communale;
Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins;
DECIDE: d'approuver:
La modification n°2 - service ordinaire et extraordinaire - exercice 2025
La présente délibération, ainsi que la liste des articles modifiés et les montants seront transmis à Monsieur le Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale en charge des Pouvoirs Locaux.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Ontvangerij
Begrotingswijziging nr 2 gewone dienst en buitengewone dienst - dienstjaar 2025

De Raad,
Gelet op de nieuwe Gemeentewet, artikelen 117 en 255;
Gelet op het Koninklijk Besluit van 2 augustus 1990, houdende het algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit,
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen;
BESLIST: goed te keuren:
De begrotingswijziging nr 2 - gewone en buitengewone dienst - dienstjaar 2025
Onderhavige beraadslaging, alsook de lijst van gewijzigde begrotingsartikels en de bedragen, zullen overgemaakt worden aan de Heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met de Plaatselijke Besturen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

16.10.2025/A/0014 **Prévention**
Convention de subventionnement 2024 dans le cadre de l'accompagnement des mesures judiciaires alternatives (PasapA/SEMJA) - SPF Justice.

LE CONSEIL,
Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117 ;
Vu la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, notamment l'article 69, modifiée par les lois du 21 décembre 1994, 25 mai 1999, 22 décembre 2003, 27 décembre 2006, 12 mai 2014 et du 20 décembre 2016 ;
Vu l'arrêté royal du 26 décembre 2015 déterminant les conditions auxquelles les organismes peuvent bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel chargé de l'accompagnement des mesures judiciaires ;
Vu l'arrêté ministériel du 15 juillet 2022 en exécution de l'arrêté royal du 26 décembre 2015 déterminant les conditions auxquelles les organismes peuvent bénéficier d'une aide financière pour le recrutement de personnel chargé de l'accompagnement des mesures judiciaires ;
Vu l'arrêté royal du 29 novembre 2024 accordant une allocation financière de 8.666.874 euros aux organismes pour le recrutement de personnel chargé de l'accompagnement de mesures judiciaires pour l'année 2024.

La Convention 2024 octroyant une intervention annuelle de 59.547,28 € à la Commune d'Auderghem a été transmise pour signature et est annexée au présent rapport.
Pour rappel, en séance du Conseil communal du 30 janvier 2025 (délibération référencée 002/30.01.2025/A/0010), il avait été approuvé l'introduction d'un recours en annulation au Conseil d'État contre l'arrêté royal du 29 novembre 2024 accordant une allocation financière de 8.666.874,00 € aux organismes pour le recrutement de personnel chargé de l'accompagnement des mesures judiciaires pour l'année 2024 et contre les décisions individuelles d'octroi de subsides en vue de contester la répartition des subsides fédéraux octroyés au service d'exécution des mesures judiciaires alternatives (SEMJA).
Le recours a bien été introduit en date du 6 janvier 2025.
La commune d'Auderghem conclut malgré tout la convention 2024 avec l'Etat belge (SPF Justice), à titre conservatoire, pour sauvegarder ses droits, et sans préjudice de son intérêt à ce recours.
DECIDE
de ratifier la Convention 2024 entre le SPF Justice et la commune d'Auderghem, jointe à la présente délibération et qui en fait partie intégrante.
La présente délibération sera transmise en double exemplaire à Madame la Ministre de la Justice.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Preventie
Subsidie Overeenkomst 2024 in het kader van de begeleiding van alternatieve gerechtelijke maatregelen (PasapA/DOAGM) - FOD Justitie.

DE RAAD,
Gezien de nieuwe gemeentewet, namelijk artikel 117;
Gezien de wet van 30 maart 1994 met socale bepalingen, in het bijzonder artikel 69, gegewijzigd door de wetten van 21 december 1994, 25 mei 1999, 22 december 2003, 27 december 2006, 12 mei 2014 en 20 december 2016 ;
Gelet op het koninklijk besluit van 26 december 2015 tot vaststelling van de voorwaarden waaronder organisaties financiële steun kunnen ontvangen voor de aanwerving van personeel dat verantwoordelijk is voor de begeleiding van gerechtelijke maatregelen ;
Gelet op het ministerieel besluit van 15 juli 2022 tot uitvoering van het koninklijk besluit van 26 december 2015 houdende de voorwaarden waaronder organisaties financiële steun kunnen ontvangen voor de aanwerving van personeel dat verantwoordelijk is voor de begeleiding van gerechtelijke maatregelen ;
Gelet op jet koninklijk besluit van 29 november 2024 tot toekenning van een financiële toelage van 8.666.874 euro aan organisaties voor de aanwerving van personeel belast met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen voor het jaar 2024.
De overeenkomst 2024, die een jaarlijkse bijdrage van 59.547,28 € toekent aan de gemeente Oudergem, werd doorgestuurd en is bij dit verslag gevoegd.
Ter herinnering: tijdens de gemeenteraadsvergadering van 30 januari 2025 (besluit nr. 002/30.01.2025/A/0010) werd goedgekeurd om bij de Raad van State een beroep tot nietigverklaring in te stellen tegen het koninklijk besluit van 29 november 2024 waarbij een financiële toelage van 8.666.874,00 euro toekent aan organisaties voor de aanwerving van personeel dat belast is met de begeleiding van gerechtelijke maatregelen voor het jaar 2024, en tegen de individuele beslissingen tot toekenning van subsidies, teneinde de verdeling van de federale subsidies toegekend aan de dienst voor de uitvoering van alternatieve gerechtelijke maatregelen (SEMJA) te betwisten.

Het beroep werd inderdaad ingesteld op 6 januari 2025.
De gemeente Oudergem sluit niettemin de overeenkomst 2024 met de Belgische staat (FOD Justitie) af, bij wijze van voorzorgsmaatregel, om haar rechten te vrijwaren en zonder afbreuk te doen aan haar belang bij dit beroep.
BESLIST
de overeenkomst 2024, die het aanhangsel vormt van de beraadslaging en er integraal deel van uitmaakt, tussen de Federale Overheidsdienst Justitie en de gemeente Oudergem, te ratificeren.
Onderhavige beraadslaging zal in twee ewemplaren aan de Minister van Justitie toegestuurd worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

16.10.2025/A/0015 **Prévention**
Plan local de Prévention et de Proximité de la Commune d'Auderghem pour la période du 1/1 au 30/6/2025 : convention, déclaration de créance (avance 60 %) et budget prévisionnel.

LE CONSEIL,
Vu l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle, en particulier les articles 92 à 95 ;
Vu l'ordonnance du 28 mai 2015 créant un organisme d'intérêt public centralisant la gestion de la politique de prévention et de sécurité en Région de Bruxelles-Capitale ;
Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 juillet 2025 accordant une subvention de 314.313,50 euros à la Commune d'Auderghem pour la réalisation du Plan bruxellois de Prévention et de Proximité pour le 1er semestre 2025 ;
L'année 2025 étant une année de transition en l'attente de l'approbation d'un nouveau PGSP (Plan Global de Prévention et de Proximité) et l'élaboration des nouveaux Plans Locaux de Prévention et de Proximité, les activités mises en oeuvre en 2024 par les communes dans le cadre des Plans Locaux 2022-2024 sont prolongées en 2025.
La Convention "Plan bruxellois de Prévention et de Proximité de la Commune d'Auderghem 2025", la déclaration de créance relative au versement de l'avance de 60 % (188.588,1 €) ainsi que le budget prévisionnel ont été soumis à l'approbation du Collège des Bourgmestre et Echevins.
DECIDE
d'approuver le Plan bruxellois de Prévention et de Proximité de la Commune d'Auderghem pour la période du 1/1 au 30/6/2025 entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune d'Auderghem, ce plan comprenant la convention, la déclaration de créance et le budget prévisionnel.
La présente délibération sera transmise à Monsieur le Ministre Président de la Région de Bruxelles-Capitale compétent pour les pouvoirs subsidiants.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Preventie
Plaatselijk Preventie-en Buurtplan van de Gemeente Oudergem voor de periode van 1/1 tot 30/6/2025: overeenkomst, schuldvordering (voorschot 60 %) en

geraamd budget.

DE RAAD,
Gelet op de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle, in het bijzonder de artikelen 92 tot 95 ;
Gelet op de ordonnantie van 28 mei 2015 tot oprichting van een instelling van openbaar nut waarin het beheer van het preventie- en veiligheidsbeleid in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest is samengebracht ;
Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 10 juli 2025 tot toekenning van een subsidie van 314.313,50 euro aan de gemeente Oudergem voor de uitvoering van het Brussels Preventie en Buurtplannen voor het eerste semester van 2025;
Omdat 2025 een overgangsjaar is in afwachting van de goedkeuring van een nieuw GVPP (Globaal Veiligheids-en Preventieplan) en de uitwerking van de nieuwe Plaatselijke Preventie- en Buurtplannen, worden de activiteiten die in 2024 door de gemeenten worden uitgevoerd als onderdeel van de lokale plannen 2022-2024 verlengd tot 2025.
De overeenkomst “Brussels Preventie en Buurtplannen van de gemeente Oudergem 2025”, de schuldvordering met betrekking tot de betaling van het voorschot van 60 % (188.588,1 €) en de begrotingsraming werden ter goedkeuring voorgelegd aan het college van burgemeester en schepenen.
BESLIST
het Brussels Preventie en Buurtplannen voor de periode van 1/1 tot 30/6/2025 van de gemeente Oudergem tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de Gemeente Oudergem goed te keuren, dit plan omvat de overeenkomst, de schuldvordering en het geraamde budget.
Onderhavige beraadslaging zal aan de heer Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest overgemaakt worden.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

16.10.2025/A/0016 **Prévention**
Plan Stratégique de Sécurité et de Prévention de la Commune d'Auderghem - Ratification de la Convention 2025.

LE CONSEIL,
Vu la Nouvelle loi communale, l'article 117 ;
Vu l'arrêté royal du 17 juillet 2024 portant modification de l'arrêté royal du 20 juillet 2022 relatif à la prolongation 2023-2024 des plans stratégiques de sécurité et de prévention 2020-2022 sur une période de 3 ans à partir du 1er janvier 2023 ;
Vu l'arrêté ministériel du 20 décembre 2024 déterminant les modalités d'introduction, de suivi, d'évaluation et déterminant les modalités d'octroi, d'utilisation et de contrôle de l'allocation financière relative aux plans stratégiques de sécurité et de prévention 2025 ;
Vu le projet de plan stratégique de sécurité et de prévention 2025 ratifié en séance du Conseil communal du 24 avril 2025 (réf.002/24.04.2025/A/0015) ;
DECIDE
de ratifier les termes de la convention relative au Plan stratégique de sécurité et de

prévention 2025.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Preventie
Strategisch Veiligheids- en Preventieplan van de Gemeente Oudergem - Bekrachtiging akkoord 2025.

DE RAAD,
Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 117;
Gelet op het koninklijk besluit van 17 juli 2024 tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 2022 bbetreffende de verlenging 2023-2024 van de strategische veiligheids- en preventieplannen 2020-2022 voor een periode van drie jaar vanaf 1 januari 2023;
Gelet op het ministerieel besluit van 20 december 2024 tot vaststelling van de procedures voor de invoering, de opvolging, de evaluatie en de vaststelling van de procedures voor de toekenning, het gebruik en de controle van de financiële dotatie met betrekking tot de strategische veiligheids- en preventieplannen 2025 ;
Gelet op het ontwerp van strategisch veiligheids- en preventieplan 2025 bekrachtigd in de vergadering van de gemeenteraad van 24 april 2025 (ref.002/24.04.2025/A/0015);
BESLIST
de voorwaarden van de overeenkomst met betrekking tot het strategisch veiligheids- en preventieplan 2025 te bekrachtigen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

16.10.2025/A/0017 **Sport**
Convention pour l'installation et la gestion d'un parking sécurisé par l'Agence de stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale dans le parking du Gymnasium.

LE CONSEIL
Vu la Nouvelle Loi Communale, article 117;
Vu que dans le cadre de la demande de renouvellement du permis d'environnement au Gymnasium et afin de simplifier considérablement la procédure, il est souhaitable de réduire le nombre total de places de stationnement automobile à 50 maximum afin de bénéficier d'un permis d'environnement de classe 2 - public, ce qui permettrait notamment :

- des frais de dossier réduits
- un délai d'obtention plus court
- l'exemption d'obligation de fournir un rapport d'incidences,
- l'absence de commission de concertation.

Vu qu'actuellement, le parking comprend 51 emplacements de stationnement dans le parking;
Vu que face à une demande croissante des riverains en matière de stationnement pour vélos, Cycloparking propose de convertir deux emplacements voitures (n°43 et 44),

situés à proximité de l'entrée en stationnement vélo sécurisé, permettant d'accueillir entre 16 et 20 vélos;
Vu que l'agence du stationnement de la région de Bruxelles-Capitale a transmis à la commune une proposition de convention relative à la mise à disposition et la gestion d'un parking vélo sécurisé pour les riverains;
DECIDE ;
d'approuver et de signer la convention proposée par l'Agence du Stationnement concernant l'installation et la gestion d'un parking vélo sécurisé.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Sport
Overeenkomst voor de installatie en het beheer van een beveiligde parkeerplaats door het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in de parkeergarage van het Gymnasium.

DE RAAD,
Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, artikel 117;
Aangezien in het kader van de aanvraag tot verlenging van de milieuvergunning voor het Gymnasium en om de procedure aanzienlijk te vereenvoudigen, het wenselijk is om het totale aantal parkeerplaatsen te beperken tot maximaal 50 om in aanmerking te komen voor een milieuvergunning van klasse 2 - openbaar, wat met name het volgende mogelijk zou maken:

- lagere dossierkosten
- een kortere wachttijd
- vrijstelling van de verplichting om een effectrapportage in te dienen,
- het ontbreken van een overlegcommissie.

Aangezien de parkeergarage momenteel 51 parkeerplaatsen telt;
Aangezien Cycloparking, gezien de toenemende vraag van omwonenden naar fietsenstallingen, voorstelt om twee parkeerplaatsen voor auto's (nr. 43 en 44), gelegen in de buurt van de ingang van de beveiligde fietsenstalling, om te bouwen tot een fietsenstalling voor 16 tot 20 fietsen;
Overwegende dat het parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de gemeente een voorstel voor een overeenkomst heeft voorgelegd betreffende de terbeschikkingstelling en het beheer van een beveiligde fietsenstalling voor omwonenden;
BESLUIT;
de door het parkeeragentschap voorgestelde overeenkomst betreffende de installatie en het beheer van een beveiligde fietsenstalling goed te keuren en te ondertekenen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

16.10.2025/A/0018 **Bibliothèque**
Participation à l'achat centralisé de collections de bibliothèques de la Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC) par l'accord-cadre d'acquisition.

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, article 234 ;
Vu la procédure de passation que OBiB (le service de soutien aux bibliothèques néerlandophones de Bruxelles de la Commission communautaire flamande) a menée en vue de la conclusion d'un accord-cadre pour l'achat de collections de bibliothèques afin de stipuler un service de qualité maximale à un prix avantageux selon les notes explicatives en annexe ;
Considérant que la procédure est un marché de fournitures tel que défini dans la loi relative aux marchés publics du 17 juin 2016 ;
Vu le rapport d'adjudication et la décision d'adjudication en annexe ;
Considérant qu'il est avantageux pour la collection de la bibliothèque néerlandophone de consacrer une grande partie du budget d'acquisition d'ouvrages (article 7671/12448) auprès des fournisseurs désignés au terme de l'accord-cadre ;
Considérant que les besoins annuels de la bibliothèque pour l'achat de livres, de bandes dessinées, GN, manga et DVD (pour adultes et jeunes, fiction et non-fiction, en néerlandais et anglais ou multilingue) sont estimés à 19.000 EUR (6% TVA compris), sur l'article 7671/12448 ;
Alors que la commune d'Auderghem reste libre de lancer ses propres marchés publics parallèlement à l'accord-cadre lorsque ce dernier ne couvre pas ses besoins ;
Considérant que les dépenses relatives à ces décisions feront toujours l'objet de bons de commande avec un engagement budgétaire approuvé au préalable par le Collège des Bourgmestre et Echevins ;
Vu que, pour y adhérer, le conseil communal d'Auderghem doit signer la convention d'adhésion en annexe et la renvoyer au VGC (COCON), Direction Finances, Budget et Acquisition - Service des Achats, avenue Emile Jacqmain 135, 1000 Bruxelles,
Décide :
Article 1
De signer et de retourner la convention d'adhésion ci-jointe (réf. VGC2025/DFBA/AANKOOP/DK/2) à la COCON (VGC), Direction Finances, Budget et Achats - Service des Achats, avenue Emile Jacqmain 135, 1000 Bruxelles.
Article 2
De dépenser, en fonction des offres des fournisseurs attribués, de grandes parties du budget d'achat de l'article 7671/12448 auprès des fournisseurs désignés au terme de l'accord-cadre et de faire référence, lors de la commande, au présent accord d'adhésion (réf. VGC2025/DFBA/AANKOOP/DK/2).

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Bibliotheek
Deelname aan de gecentraliseerde inkoop van bibliotheekcollecties via de door de Vlaamse Gemeenschapscommissie (VGC) gerealiseerde raamovereenkomst.

De Raad,
Gelet op de nieuwe gemeentewet, artikel 234;
Gelet op de openbare procedure, volgens het opdrachtdocument in bijlage, die OBiB (de Ondersteuningsdienst voor de Nederlandstalige bibliotheken in Brussel van de Vlaamse Gemeenschapscommissie), gevoerd heeft voor het afsluiten van een raamovereenkomst voor de aankoop van bibliotheekcollecties om een maximale kwalitatieve dienstverlening aan voordelige prijs te bedingen volgens de toelichting in bijlage;
Overwegende dat de procedure een opdracht is voor leveringen zoals bepaald in de wet inzake overheidsopdrachten van 17 juni 2016;
Gelet op het gunningsverslag en het gunningsbesluit in bijlage;
Overwegende dat het gunstig is voor de collecties van de Nederlandstalige bibliotheek

om een groot deel van het aankoopbudget voor bibliotheekcollecties (artikel 7671/12448) bij de gegunde leveranciers te besteden;
Gezien de jaarlijkse behoeften van de bibliotheek voor de aankoop van boeken, strips, graphic novels, manga's en DVD's (voor volwassenen en jeugd, fictie en non-fictie, in het Nederlands en Engels of meertalig), worden geraamd op zo'n 19.000 EUR (incl. 6% BTW) op jaarbasis op artikel 7671/12448;
Overwegende dat de gemeente Oudergem vrij blijft om haar eigen overheidsopdrachten parallel aan de raamovereenkomst te lanceren wanneer deze laatste niet in haar behoeften voorziet;
Overwegende dat de uitgaven met betrekking tot deze besluiten telkens het voorwerp zullen uitmaken van bestelbonnen met een vooraf door het College van burgemeester en schepenen goedgekeurde budgettaire vastlegging;
Gelet op het feit dat het gemeentebestuur van Oudergem om ertoe toe te treden de toetredingsovereenkomst in bijlage moet ondertekenen en terugsturen naar de VGC, Directie Financiën, Begroting en Aankoop - Dienst Aankoop, Emile Jacqmainlaan 135 te 1000 Brussel;
Beslist:
Artikel 1
De toetredingsovereenkomst in bijlage (ref. VGC2025/DFBA/AANKOOP/DK/2) te ondertekenen en terug te sturen naar de VGC, Directie Financiën, Begroting en Aankoop - Dienst Aankoop, Emile Jacqmainlaan 135 te 1000 Brussel.
Artikel 2
Naargelang het aanbod van de gegunde leveranciers bepaalde delen van het aankoopbudget van artikel 7671/12448 te besteden bij de gegunde leveranciers en bij bestelling op de bestelbon te verwijzen naar de desbetreffende toetredingsovereenkomst (ref. VGC2025/DFBA/AANKOOP/DK/2).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

16.10.2025/A/0019 **Espace Public**
Convention de coordination en matière de propreté urbaine entre l'Agence régionale pour la propreté et la commune d'Auderghem

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Publieke Ruimte
Coördinatieovereenkomst inzake stadsnetheid tussen het Gewestelijk Agentschap voor Netheid en de gemeente Oudergem

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

16.10.2025/A/0020 **Jeunesse**

Renouvellement de la Convention entre Atout Projet ASBL et la commune d'Auderghem pour la mise à disposition d'animateurs socio-éducatifs, pour les années 2026-2028.

LE COLLEGE
Considérant que "l'A.S.B.L. ATOUT PROJET", met depuis 2010 à disposition de la commune d'Auderghem un animateur socio-culturel à temps plein dans le cadre d'une Convention partenariale;
Considérant que cette Convention prend fin le 31 décembre 2025 et qu'il convient donc de la renouveler pour trois ans du 1 janvier 2026 au 31 décembre 2028;
Considérant que les animateurs engagés par Atout Projet et travaillant pour cette association effectuent des prestations sur le territoire de la commune, que ces prestations consistent en un travail d'animation et d'encadrement à caractère socio-éducatif, à destination d'enfants et d'adolescents de 6 à 18 ans dans des quartiers désignés prioritaires par l'Echevin ayant la Jeunesse dans ses attributions;
Considérant que les autorités communales accueillant (les) l'animateur (s) de l'association s'engagent à fournir à (aux) l' animateur(s) la structure de travail adéquate comprenant de bonnes conditions de travail en terme de sécurité, d'hygiène et d'encadrement (présence d'un coordinateur et d'au moins un collègue direct de travail) et qu'elles veillent également à leur fournir les moyens financiers suffisants en termes de frais de fonctionnement, qu'ils permettent et soutiennent la participation de l'animateur à au moins un projet intercommunal par an, à raison d'1/5ème de leur temps, ainsi qu'aux réunions et formations prévues par l'équipe de coordination d'Atout Projet et approuvées par le Conseil d'Administration de l'association;
Considérant qu'en contre partie des prestations du ou des animateur(s) de l'A.S.B.L. ATOUT PROJET présent(s) sur la commune, le Collège honorera annuellement sa participation financière pour au plus tard le mois de septembre de l'année en question (8000 euros par temps plein);
Considérant que l 'A.S.B.L. ATOUT PROJET alloue un budget pour les frais de matériel d'animation de ce(s) même(s) animateur(s), qu'elle couvre les animateurs en accident de travail;
Considérant que la commune assurera le(s) animateur(s) prestant(s) dans le cadre de la présente Convention en responsabilité civile, qu'elle fournira à l'A.S.B.L. ATOUT PROJET, en début de chaque année civile, la preuve que les assurances susmentionnées sont valablement souscrites,
Considérant qu'il pourra être mis fin aux prestations d'animations par la commune, sur rapport de l'Echevin qui a la Jeunesse dans ses attributions, et ce en concertation avec l'A.S.B.L. ATOUT PROJET. Bien que le contrat de travail soit établi par l'A.S.B.L. ATOUT PROJET, la commune poursuivra, à l'exception de la faute grave, la collaboration jusqu'à la fin du contrat de l'animateur, à savoir jusqu'à la fin de son préavis;
Considérant que les parties s'engagent à respecter et à faire respecter les dispositions prises dans les Statuts, dans le Règlement de travail ainsi que dans le Mandat de l'animateur de l'A.S.B.L. ATOUT PROJET;
Vu que la Convention que vous pouvez trouver en annexe ensemble avec les autres documents, a été soumise à l'approbation du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 30 septembre 2025;
DECIDE
D' approuver la Convention entre la commune d'Auderghem et l'A.S.B.L. ATOUT PROJET, qui prend cours le 1er janvier 2026 pour se terminer le 31 décembre 2028.

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Jeugd
Vernieuwing van de Conventie tussen Atout Projet VZW en de gemeente Oudergem om het ter beschikking stellen van socio opvoedkundige animatoren voor jaren 2026-2028.

HET COLLEGE
Gezien dat de "VZW Atout Projet" sinds 2010 een socio-culturele voltijdse animator in het kader van een partenariale conventie ter beschikking van de gemeente Oudergem stelt;Gezien dat deze conventie eindigt op 31 december 2025 en dat deze voor één jaar van 1 januari 2026 tot 31 december 2028 dient vernieuwt te worden;
Gezien dat de animator die door Atout Projet aangeworven werd en voor deze vereniging werkt, arbeid op het grondgebied van de gemeente verricht, en dat deze arbeid uit animatie en omkadering met een socio-opvoedkundig karakter bestaat voor kinderen en adolescenten van 6 tot 18 jaar in de wijken die door de Schepen van Jeugd als prioritair beschouwd worden;
Gezien dat de gemeentelijke overheden die de animator(s) van deze vereniging verwelkomen zich ertoe verbinden aan de animator de gepaste werkstructuur bevattende goede werkomstandigheden op gebied van veiligheid en hygiëne en omkadering (aanwezigheid van een coördinator en van tenminste één rechtstreekse werkcollega) alsook de nodige financiële middelen wat de werkingskosten betreft bieden en dat ze de participatie van de animator toelaten en ondersteunen aan tenminste één intercommunaal projekt per jaar à rato van 1/5e van hun tijd alsook aan de vergaderingen en vormingen voorzien door het coördinatie team van Atout Projet, goedgekeurd door de Raad van Bestuur en de vereniging;
Gezien dat als tegenprestatie van de aanwezigheid van de animator(s) van de VZW Atout Projet in de gemeente het College jaarlijks aan haar financiële bijdrage (8.000,00 per voltijd) ten laatste in september van het betrokken jaar zal voldoen;
Gezien dat de VZW Atout Projet een budget voorziet voor het animatie materiaal van deze animator(s) en dat ze de animators in geval van werkongeval dekt;
Gezien dat de gemeente de presterende animator(s) in het kader van de huidige conventie op het gebied van burgerlijke verantwoordelijkheid zal verzekeren en hiervan jarlijks aan de VZW Atout Projet het bewijs zal leveren;
Gezien dat de gemeente met een verslag van de Schepen van Jeugd in concertatie met de VZW Atout Projet een einde aan de animatie prestaties mag stellen;Hoewel het arbeidscontract door de VZW Atout Projet opgesteld is zal de gemeente, uitgezonderd bij een erge beroepsfout, de samenwerking tot aan het einde van het contract van de animator, hetzij tot aan het einde van zijn opzegtermijn, verder zetten;
Gezien dat de partijen zich ertoe verbinden de bepalingen opgenomen in de Statuten en in het werkreglement alsook in het Mandaat van de animator van de asbl Atout Projet te eerbiedigen en te laten eerbiedigen;
Gezien dat de Conventie die u in bijlage kan vinden samen met de andere documenten, door het College van Burgemeester en Schepenen in haar zitting van 30/09/2025 goedgekeurd werd;
BESLIST
De Conventie tussen de gemeente Oudergem en de VZW Atout Projet te bekrachtigen en dat de partijen uitdrukkelijk overeenkomen dat huidige Conventie begint op 1 januari 2026 en eindigt op 31 december 2028.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

16.10.2025/A/0021 **Enseignement - Formation**
ENSEIGNEMENT FONDAMENTAL - Commission Paritaire Locale (COPALOC) - Composition

Le Conseil,
Vu le décret du 6 juin 1994 du Gouvernement de la Communauté Française fixant le statut des membres du personnel subsidié de l'enseignement officiel subventionné, modifié par le décret du 10 avril 1995, qui prévoit la création d'une "Commission paritaire locale" (COPALOC) ;
Vu le règlement d'ordre intérieur de la COPALOC, articles 1.1 à 1.4
Considérant que ce règlement prévoit la composition de la commission, que les six membres représentant le Pouvoir Organisateur seront désignés parmi les membres du conseil communal, le secrétaire communal, les responsables administratifs et pédagogiques de l'enseignement
Considérant que Stéphanie PAULISSEN, échevine de l'Enseignement, est de droit présidente de la COPALOC ;
Considérant que les membres de l'enseignements suivants participent aux réunions de la COPALOC en qualité de conseillers techniques ;
Considérant le maintien de la désignation des membres de la Commission paritaire locale en qualité de conseillers techniques, à savoir :

- Madame Dominique GRAVY, Directrice du Centre scolaire des Marronniers ;
- Madame Isabelle DELORY, Directrice de l'Académie communale de Musique et de Théâtre ;
- Monsieur Alain DURIAU, Directeur de l'Institut Auderghemois de Promotion sociale ;
- Monsieur Bernard MUGRABI, Conseiller pédagogique de l'enseignement fondamental ;
- Monsieur Gaetano TERMINE, Chef du service Enseignement.

Considérant que la répartition proportionnelle des cinq mandats qui restent à pouvoir est la suivante :

- Liste de la Bourgmestre : 17 sièges, 3 mandats ;
- MR-LES ENGAGÉS-VLD-CD&V : 8 sièges, 1 mandat ;
- ECOLO-GROEN : 6 sièges, 1 mandat ;
- PS : 2 sièges, 0 mandat.

Considérant les propositions qui ont été envoyées au service Enseignement par les différents groupes politiques
DECIDE
de désigner les membres de la Commission paritaire locale représentant le Pouvoir organisateur, avec voix délibérative :

- Madame Vinciane LERATE, conseillère communale (LB) ;
- Madame Alodie DE POORTER, conseillère communale (LB) ;
- Madame Jeannine CRUCIFIX, conseillère communale (LB) ;
- Madame Elise WILLAME, conseillère communale (ECOLO/GROEN) ;
- Madame Cécile HENRARD, conseillère communale (MR-LES ENGAGÉS-VLD-CDV).

Le Conseil approuve le projet de délibération.
30 votants : 30 votes positifs.

Onderwijs - vorming

GEMEENTELIJK ONDERWIJS - Commission Paritaire Locale (COPALOC) - Samenstelling

De Raad,
Gelet op het decreet van 6 juni 1994 van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende het statuut van het gesubsidieerd personeel van het officieel gesubsidieerd onderwijs, gewijzigd bij decreet van 10 april 1995, dat voorziet in de oprichting van een "Commission paritaire locale" (COPALOC) ;
Gelet op het huishoudelijk reglement van de COPALOC, artikels 1.1 tot 1.4;
Overwegende dat dit reglement de samenstelling van de commissie bepaalt, waarbij de zes leden die de Inrichtende Macht vertegenwoordigen worden aangewezen uit de leden van de gemeenteraad, de gemeentesecretaris, de administratieve en pedagogische verantwoordelijken van het onderwijs;
Overwegende dat Stéphanie PAULISSEN, Schepen van Onderwijs, van rechtswege voorzitter is ;
Overwegende dat de volgende leden van het onderwijs deelnemen aan de vergaderingen van de COPALOC in de hoedanigheid van technisch raadgevers;
Overwegende het behoud van de aanwijzing van de leden van de plaatselijke paritaire commissie in de hoedanigheid van technisch raadgevers, namelijk:

- Mevrouw Dominique GRAVY, directrice van het Centrumscholencomplex "Les Marronniers";
- Mevrouw Isabelle DELORY, directrice van de Gemeentelijke Academie voor Muziek en Toneel;
- De heer Alain DURIAU, directeur van het Auderghems Instituut voor Sociale Promotie;
- De heer Bernard MUGRABI, pedagogisch raadgever van het basisonderwijs;
- De heer Gaetano TERMINE, hoofd van de dienst Onderwijs.

Overwegende dat de evenredige verdeling van de vijf mandaten die nog te verdelen zijn, als volgt is:

- Liste de la Bourgmestre : 17 zetels, 3 mandaten;
- MR-LES ENGAGÉS-VLD-CD&V: 8 zetels, 1 mandaat;
- ECOLO-GROEN: 6 zetels, 1 mandaat;
- PS: 2 zetels, 0 mandaat.

Overwegende de voorstellen die door de verschillende politieke fracties aan de dienst Onderwijs werden overgemaakt;
BESLUIT
de leden van de "Commission paritaire locale" aan te wijzen die de Inrichtende Macht vertegenwoordigen, met stemrecht:

- Mevrouw Vinciane LERATE, gemeenteraadslid (LB);
- Mevrouw Alodie DE POORTER, gemeenteraadslid (LB);
- Mevrouw Jeannine CRUCIFIX, gemeenteraadslid (LB);
- Mevrouw Elise WILLAME, gemeenteraadslid (ECOLO/GROEN);
- Mevrouw Cécile HENRARD, gemeenteraadslid (MR-LES ENGAGÉS-VLD-CDV).

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

16.10.2025/A/0022 **Secrétariat**

Question orale de Monsieur Jean-François Noël (Liste de la Bourgmestre) : les glacières

Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Échevins,
Chers Collègues,
Le projet dit des Glacières situé entre la Chaussée de Wavre et le Boulevard du Triomphe a été à nouveau soumis à enquête publique, celle-ci s'est terminée le 26 septembre 2025.
Pour rappel, le projet prévoit la rénovation en sous-sol des anciennes glacières royales et la construction d'un ensemble immobilier mixte comprenant des commerces et équipements au rez-de-chaussée, 128 appartements, une résidence étudiante de 226 unités avec logement de concierge, ainsi qu'un parking de 189 véhicules en sous-sol.
Pour mémoire, lors de la première demande de permis en 2023, la Région avait rendu un avis favorable conditionnel, tandis que la Commune avait quant à elle exprimé un avis défavorable, en raison:

- d'une densité et des gabarits jugés disproportionnés,
- d'un nombre excessif de petits logements et de kots,
- d'une superficie des espaces verts insuffisante, ne répondant pas aux prescriptions du PRAS et du RRU,
- et d'une largeur de trottoirs jugée insatisfaisante.

Ces inquiétudes sont partagées par une partie des riverains, qui déploraient également l'accès limité aux espaces verts du site, mais s'inquiétaient également des problèmes de mobilité en raison de l'augmentation de la densité de population mais également en raison de la présence de commerces dont l'approvisionnement pourrait perturber le trafic par moment.
En lisant les documents, et sans être un expert en la matière, il me semble que le Promoteur ne répond que partiellement à certaines des remarques qui avaient été formulées (plusieurs semblent même avoir été complètement ignorées). J'aimerais dès lors vous poser les questions suivantes :

1. Pouvez-vous préciser comment la nouvelle demande répond concrètement aux préoccupations communales quant à la hauteur et aux gabarits du projet?
2. Pouvez-vous confirmer si les aménagements proposés, notamment concernant les espaces verts et les espaces paysagers, respectent désormais les exigences du PRAS et du RRU, et si une amélioration qualitative est envisagée ?
3. Quelles garanties avons-nous sur l'impact que ce projet aura sur la mobilité dans le quartier?
4. L'avis défavorable initial de la Commune soulignait la nécessité d'un développement plus qualitatif, équilibrant densité, gabarits et qualité de vie. Selon vous, la demande modifiée répond-elle désormais mieux à cette exigence ?
5. Enfin, pourriez-vous rappeler la suite du processus et la manière dont la Commune veillera à ce que ses préoccupations initiales soient dûment intégrées dans la décision finale ?

Je vous remercie d'avance pour vos réponses.

- **<u>Réponse de Monsieur Matthieu Pillois, Échevin,</u>**

Monsieur le Conseiller,

Le projet des Glacières est effectivement revenu sur la table de la commission de concertation d'Auderghem ce 9 octobre, après plusieurs années de procédures, d'études et de versions successives. Et je le dis d'emblée : la Commune d'Auderghem a maintenu un avis défavorable sur cette nouvelle mouture.
Pourquoi ? Parce que, malgré certains ajustements, le fond du problème reste le même : un projet trop dense, trop haut, trop minéralisé, qui ne s'intègre pas harmonieusement dans son environnement urbain ni dans la vie du quartier.
Soyons clairs : nous ne sommes pas opposés au principe du projet. Bien au contraire, tout le monde souhaite voir ce site historique, à haute valeur patrimoniale, enfin réhabilité. Mais nous voulons que cela se fasse dans les règles de l'art, avec une vraie cohérence urbaine et une qualité de vie préservée.
Aujourd'hui, nous restons face à des gabarits disproportionnés, jusqu'à R+8, qui ferment les perspectives et écrasent l'Arsenal voisin. Le léger recul introduit côté chaussée de Wavre est un petit pas, mais il ne change pas la nature du projet : le bâti reste monobloc, sans respiration, sans transition avec le quartier.
Nous faisons aussi face à une densité excessive, avec un P/S de 3,14 alors que les valeurs recommandées tournent autour de 2. Cette densité se traduit par une typologie déséquilibrée : trop de petits logements, très peu de logements familiaux, et une résidence étudiante de 226 kots, dont la majorité ne respecte même pas la superficie minimale imposée par le RRU. Ce sont des choix qui façonnent durablement la ville — et qui, en l'état, ne répondent pas aux besoins du quartier.
Sur le plan environnemental, le constat est tout aussi préoccupant. Les espaces verts restent largement insuffisants : le site est encore minéralisé à 66 %, et l'imposition du PRAS de prévoir au moins 10 % de pleine terre d'un seul tenant n'est pas rencontrée. Le fameux passage des Glacières reste un couloir semi-privé, essentiellement en dalle, sans réelle valeur écologique ni accessibilité publique. Un projet de cette ampleur, dans une zone déjà en carence d'espaces verts, ne crée pas un îlot de fraîcheur, il crée un îlot de chaleur.
Et sur la mobilité, rien n'est réglé : les accès au parking et aux livraisons restent concentrés sur la chaussée de Wavre, déjà saturée. Le trottoir du boulevard du Triomphe reste inférieur à deux mètres de large pour une façade de vingt-six mètres de haut : c'est tout sauf apaisé, et tout sauf inclusif.
Alors oui, la Région, elle, a rendu un avis positif. Un avis favorable conditionnel, avec des conditions relativement légères, dont la plupart ont déjà été rencontrées par le promoteur. Cela a d'ailleurs fortement contraint la marge de manœuvre de la commune. Mais cela ne change rien à notre responsabilité : un projet peut être conforme sans être acceptable.
Nous estimons que celui-ci reste contraire à un bon aménagement des lieux et aux objectifs de qualité de vie fixés par le PRDD. Et sur ce point, nous ne sommes pas seuls. La Commune d'Ixelles, également impactée, partage notre avis défavorable. À l'inverse, Etterbeek, qui s'y opposait lors de la première mouture, a cette fois choisi de soutenir le projet. C'est son droit, mais cela illustre bien la pression institutionnelle que subissent les communes dans ce type de dossier.
Concernant la suite du processus, la balle est désormais dans le camp du promoteur.
Il devra introduire des plans modificatifs pour répondre aux conditions formulées par la commission de concertation, qui a rendu un avis favorable conditionnel à la majorité, et défavorable à la minorité, c'est-à-dire Auderghem et Ixelles.
Si ces plans respectent effectivement les conditions imposées, la Région pourra alors délivrer le permis d'urbanisme. Et c'est à ce moment-là que s'ouvriront, pour la Commune et les riverains, les voies de recours administratives et judiciaires.
Et je veux être très clair : nous continuerons à défendre nos positions, y compris par ces voies de droit si cela s'avère nécessaire. Parce que la cohérence de l'aménagement du territoire, la qualité du cadre de vie et le respect du patrimoine auderghemois ne sont pas négociables.

Notre position est cohérente, constante et responsable : nous ne disons pas non pour bloquer, nous disons non pour améliorer. Nous défendons une vision : celle d'un urbanisme choisi, équilibré et au service des habitants.
Et c'est dans cet esprit que nous continuerons à agir, avec détermination et avec conviction.
J'espère avoir pu répondre à vos différentes questions.
Matthieu Pillois

Le Conseil prend acte.

Secretariaat
Mondelinge vraag van de heer Jean-François Noël (Lijst van de Burgemeester): Ijskelders

Mevrouw de Burgemeester,
Geachte Schepenen,
Beste Collega's,
Het zogenaamde project van de Ijskelders, gelegen tussen de Waversesteenweg en de Triomflaan, werd opnieuw aan een openbaar onderzoek onderworpen, dat op 26 september 2025 werd afgesloten.
Ter herinnering: het project voorziet in de renovatie van de voormalige koninklijke ijskelders in de ondergrond, en de bouw van een gemengd vastgoedcomplex met handelszaken en voorzieningen op het gelijkvloers, 128 appartementen, een studentenresidentie met 226 eenheden en een conciërgewoning, alsook een ondergrondse parking met 189 parkeerplaatsen.
Bij de eerste vergunningsaanvraag in 2023 had het Gewest een gunstig advies onder voorwaarden gegeven, terwijl de Gemeente een ongunstig advies had uitgebracht, omwille van:

- een densiteit en volumes die als disproportioneel werden beoordeeld,
- een overmatig aantal kleine woningen en studentenkamers,
- een tekort aan groene ruimtes, die niet voldeden aan de voorschriften van het GBP (Gewestelijk Bestemmingsplan) en het GSV (Gemeentelijk Stedenbouwkundig Verordening),
- en onvoldoende brede trottoirs.

Deze bezorgdheden worden gedeeld door een deel van de buurtbewoners, die ook het beperkte publiek toegankelijke karakter van de groenzones betreurden, en zich zorgen maakten over de mobiliteitsproblemen als gevolg van de bevolkingsgroei en de aanwezigheid van handelszaken, waarvan de bevoorrading het verkeer op bepaalde momenten zou kunnen verstoren.
Na lectuur van de documenten, en zonder mijzelf als expert te beschouwen, lijkt het mij dat de Promotor slechts gedeeltelijk ingaat op sommige van de gemaakte opmerkingen – meerdere lijken zelfs volledig genegeerd. Ik zou u daarom graag de volgende vragen stellen:

1. Kunt u toelichten hoe de nieuwe aanvraag concreet tegemoetkomt aan de gemeentelijke bezorgdheden inzake de hoogte en de volumes van het project?
2. Kunt u bevestigen of de voorgestelde inrichting, met name wat betreft de groenzones en de landschappelijke elementen, nu voldoet aan de vereisten van het GBP en het GSV, en of er een kwalitatieve verbetering is voorzien?
3. Welke garanties hebben we met betrekking tot de impact van dit project op de mobiliteit in de wijk?
4. Het aanvankelijke ongunstige advies van de Gemeente benadrukte de nood aan een meer kwalitatieve ontwikkeling, met een evenwicht tussen densiteit,

volumes en levenskwaliteit. Acht u dat de gewijzigde aanvraag hier nu beter aan beantwoordt?

5. Tot slot, kunt u het vervolg van de procedure toelichten, en hoe de Gemeente erop zal toezien dat haar oorspronkelijke bezorgdheden daadwerkelijk worden geïntegreerd in de uiteindelijke beslissing?

Alvast bedankt voor uw antwoorden.

- **<u>Antwoord van de heer Matthieu Pillois, Schepen</u>**

Mijnheer de Raadslid,
Het project "Ijskelders" is inderdaad opnieuw besproken in de overlegcommissie van Oudergem op 9 oktober, na meerdere jaren van procedures, studies en opeenvolgende versies. En ik zeg het meteen: de gemeente Oudergem heeft ook over deze nieuwe versie een ongunstig advies uitgebracht.
Waarom? Omdat, ondanks enkele aanpassingen, het kernprobleem hetzelfde blijft: een te dicht, te hoog en te versteend project dat zich niet harmonieus inpast in zijn stedelijke omgeving noch in het leven van de wijk.
Laat ons duidelijk zijn: wij zijn niet tegen het principe van het project. Integendeel, iedereen wil dat deze historische site, met zijn grote erfgoedwaarde, eindelijk wordt herontwikkeld. Maar dat moet gebeuren volgens de regels van de kunst, met een echte stedelijke samenhang en met behoud van de levenskwaliteit.
Vandaag blijven we geconfronteerd met buitensporige volumes, tot R+8, die het uitzicht belemmeren en het nabijgelegen Arsenaal overheersen. De lichte terugwijking aan de zijde van de Waversesteenweg is een kleine stap, maar verandert niets aan de aard van het project: het blijft een monolithisch geheel, zonder ademruimte, zonder overgang naar de wijk.
Ook de dichtheid is problematisch, met een P/S van 3,14 terwijl de aanbevolen waarde rond de 2 ligt. Die overmatige dichtheid vertaalt zich in een onevenwichtige typologie: te veel kleine woningen, zeer weinig gezinswoningen, en een studentenresidentie met 226 koten, waarvan de meerderheid niet eens voldoet aan de minimale oppervlakte die het GBP oplegt. Dat zijn keuzes die de stad op lange termijn vormgeven — en die in hun huidige vorm niet beantwoorden aan de behoeften van de buurt.
Op milieuvlak is de vaststelling al even zorgwekkend. De groenzones blijven ruim onvoldoende: de site is nog steeds voor 66% verhard, en de verplichting van het GBP om minstens 10% aaneengesloten volle grond te voorzien, wordt niet nageleefd. De zogenaamde "Passage des Glacières" blijft een halfprivé doorgang, voornamelijk verhard, zonder echte ecologische waarde en met beperkte publieke toegankelijkheid. Een project van deze omvang, in een zone die al kampt met een tekort aan groene ruimte, creëert geen koelte-eiland, maar een hitte-eiland.
Wat de mobiliteit betreft, is er evenmin een oplossing: de toegangen tot de parking en de leveringen blijven geconcentreerd aan de Waversesteenweg, die nu al verzadigd is. Het trottoir langs de Triomflaan blijft minder dan twee meter breed voor een gevel van zesentwintig meter hoog: dat is allesbehalve rustig en allesbehalve inclusief.
Ja, het Gewest heeft een gunstig advies uitgebracht. Een voorwaardelijk gunstig advies, met relatief lichte voorwaarden, waarvan de meeste al door de promotor werden vervuld. Dat heeft de speelruimte van de gemeente sterk beperkt. Maar dat verandert niets aan onze verantwoordelijkheid: een project kan conform zijn zonder aanvaardbaar te zijn.
Wij zijn van oordeel dat dit project in strijd blijft met een goede ruimtelijke ordening en met de doelstellingen inzake levenskwaliteit zoals vastgelegd in het GPDO. En op dat punt staan we niet alleen. Ook de gemeente Elsene, die eveneens wordt geraakt, deelt ons ongunstig advies. Etterbeek daarentegen, dat zich bij de eerste versie verzette, heeft ditmaal besloten het project te steunen. Dat is haar recht, maar het toont

de institutionele druk aan die de gemeenten bij dit soort dossiers ondervinden.
Wat het verdere verloop betreft, ligt de bal nu in het kamp van de promotor.
Hij zal gewijzigde plannen moeten indienen om tegemoet te komen aan de voorwaarden die de overlegcommissie heeft geformuleerd. Die commissie bracht een voorwaardelijk gunstig advies uit met meerderheid, en een ongunstig advies in minderheid, met name van Oudergem en Elsene.
Als die plannen effectief aan de opgelegde voorwaarden voldoen, kan het Gewest vervolgens de stedenbouwkundige vergunning afleveren. En op dat moment zullen voor de gemeente en de omwonenden de administratieve en gerechtelijke beroepsmogelijkheden openstaan.
En ik wil heel duidelijk zijn: wij zullen onze standpunten blijven verdedigen, ook langs die juridische weg indien dat nodig blijkt. Want de coherentie van de ruimtelijke ordening, de kwaliteit van de leefomgeving en het respect voor het Oudergemse erfgoed zijn niet onderhandelbaar.
Onze houding is coherent, consequent en verantwoordelijk: wij zeggen geen “neen” om te blokkeren, wij zeggen “neen” om te verbeteren. Wij verdedigen een visie: die van een doordachte, evenwichtige stadsontwikkeling, ten dienste van de inwoners.
En in die geest zullen wij blijven handelen — met vastberadenheid en overtuiging.
Ik hoop dat ik hiermee op uw vragen heb kunnen antwoorden.
Matthieu Pillois

De Raad neemt akte.

Laure Henvard quitte la séance / verlaat de zitting.

16.10.2025/A/0023 **Secrétariat**
Question orale de Madame Zora Molenberg Clerbaux (Ecolo-Groen) : l’intervention de la commune face aux mobilisations dans les écoles

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Échevin·es,
Cher·es collègues,
Ce jeudi, des élèves de l’école “De l’Autre Côté de l’École” (ACE) ont organisé une journée de mobilisation pacifique pour dénoncer l’inaction politique belge face à la situation humanitaire dramatique à Gaza.
Cette initiative, soutenue par une partie de l’équipe éducative, s'est déroulée dans le calme et le respect. Elle a pris la forme d’ateliers, de débats, de créations de pancartes et d’échanges autour du droit international et des droits humains.
Les élèves ont également eu l’occasion d’échanger avec un représentant d’Amnesty International Belgique francophone, venu expliquer le cadre juridique international et le rôle des États dans la protection des civils en temps de conflit.
À 14h, les élèves et enseignants solidaires sont sortis devant l’école, avec pancartes et drapeaux, dans une ambiance calme, déterminée et respectueuse. L’établissement n’était pas bloqué : les cours ont pu se poursuivre pour celles et ceux qui le souhaitaient, sans jugement ni entrave.
Malgré le caractère pacifique et pédagogique de cette mobilisation, l’école et son équipe ont depuis reçu de fortes pressions, de la part de différents acteurs et sur plusieurs canaux. Cette situation suscite une inquiétude légitime quant à la sécurité et la sérénité des élèves et du personnel éducatif.
Nous souhaitons donc poser la question suivante :

- Comment la commune compte-t-elle accompagner les établissements scolaires lorsqu'ils sont confrontés à des situations similaires, afin d'assurer à la fois la protection des élèves, le respect du cadre démocratique et la préservation du dialogue citoyen au sein de nos écoles ?

Cette question se pose pour toutes les formes de mobilisation citoyenne, mais elle prend une résonance particulière dans ce cas précis, où la commune elle-même s'était déjà exprimée publiquement via une motion sur le sujet, dans un sens similaire à celui défendu par les élèves.
Pour conclure, nous tenons à exprimer notre plein soutien aux élèves de l'ACE et à redire notre fierté face à une jeunesse qui refuse l'indifférence et choisit l'engagement, avec intelligence, courage et sens des valeurs démocratiques.
Zora Molenberg Clerbaux
Pour le groupe Ecolo-Groen

- **Réponse de Madame Stéphanie Paulissen, Échevine**

Je vous remercie pour votre question.
Aujourd'hui, les jeunes ne se contentent plus d'observer le monde : ils s'y engagent pleinement. Justice sociale, climat, droits humains, égalité… Ce sont leurs combats, portés avec une énergie, une créativité et une détermination qui forcent le respect.
Leur engagement n'est pas un caprice. C'est une force démocratique. Ils bousculent les certitudes, font émerger des idées nouvelles, et redonnent du souffle au débat public. Ce mouvement est vital. Il rend notre démocratie plus vivante, plus lucide, plus exigeante.
Loin d'être une menace pour nos institutions, cet engagement en est le moteur. Et nous avons le devoir, en tant qu'élus, de l'accueillir, de l'écouter, de le protéger.
Bien sûr, cet engagement doit s'inscrire dans un cadre respectueux :
de la pluralité des opinions,
de la liberté d'expression, y compris des voix dissidentes,
et du droit de chacun à ne pas subir de pression ou de jugement.
C'est d'ailleurs dans cet esprit que je rappelle notre attachement au principe de neutralité de l'enseignement, tel que défini par le Décret de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Mais rappelons-le : les pouvoirs organisateurs sont libres d'y adhérer ou non.
Dès lors, la commune n'a ni vocation ni légitimité à dicter une ligne de conduite à un pouvoir organisateur indépendant, même s'il est situé sur notre territoire. Et il ne nous revient pas d'interdire à des élèves de s'engager pacifiquement pour une cause, quelle qu'elle soit.
Ce que nous défendons, ce sont les libertés fondamentales : liberté d'expression, liberté de rassemblement. Ce sont les piliers de notre démocratie.
En parallèle, nous restons vigilants quant à la sécurité des élèves, du personnel, et à la tranquillité des habitants. Aucune cause, aussi noble soit-elle, ne justifie des atteintes à l'ordre public ou à l'intégrité des personnes ou des lieux. Ce n'était pas le cas ici, et nous nous en réjouissons.
En somme, nous devons faire confiance à notre jeunesse. Elle ne demande pas la permission d'exister dans le débat public : elle y prend sa place, et c'est tant mieux. À nous de l'accompagner, pas de la freiner.

- **Réponse de Sophie de Vos, Bourgmestre :**

Merci madame l'échevine pour votre réponse, merci madame la conseillère pour votre question.
Par rapport à l'accompagnement, il se trouve que j'ai découvert sur internet que cette action avait lieu car je n'avais pas été informée par la direction de l'ACE.

J'ai donc j'ai moi-même l'initiative de contacter la direction de l'école pour lui demander ce qu'il allait se passer dans l'école car je suis responsable de la sécurité sur le territoire.
La direction m'a affirmé que tout ce qui était prévu allait se passer dans l'enceinte de l'école et pendant la période scolaire. Que tout ce qui était prévu l'était dans un cadre didactique et pacifique.
Comme l'a rappelé l'échevine, nous ne sommes pas le Pouvoir Organisateur, nous n'avions donc ni compétence ni intérêt pour intervenir.
La direction m'a aussi informé qu'à 15h30 les élèves allaient quitter l'école, comme chaque jour et qu'il y allait peut-être avoir plus d'élèves qui allaient emprunter le même chemin plutôt que l'habituelle dispersion à partir de l'école. En effet, il y avait un rassemblement auquel les élèves souhaitaient se joindre et j'ai donc naturellement pris les devants là encore en demandant à la police d'être présente discrètement sur place.
Une présente discrète mais indispensable, au cas où il y aurait des débordements car c'est mon travail de faire respecter l'ordre et la sécurité en espace public. Rien ne s'est passé, il n'y a eu aucun souci.

Le Conseil prend acte.

Secretariaat
Mondelinge vraag van mevrouw Zora Molenberg Clerbaux (Ecolo-Groen): het optreden van de gemeente tegenover mobilisaties in scholen

Mijnheer de Voorzitter,
Mevrouw de Burgemeester,
Geachte Schepenen,
Beste collega's,
Afgelopen donderdag organiseerden leerlingen van de school "De l'Autre Côté de l'École" (ACE) een vreedzame actiedag om het gebrek aan politieke actie in België aan te klagen tegenover de dramatische humanitaire situatie in Gaza.
Dit initiatief, gesteund door een deel van het onderwijzend personeel, verliep in alle rust en met wederzijds respect. Er vonden ateliers en debatten plaats, er werden spandoeken gemaakt en er werd uitgewisseld over het internationaal recht en de mensenrechten.
De leerlingen kregen ook de kans om in gesprek te gaan met een vertegenwoordiger van Amnesty International Franstalig België, die uitleg gaf over het internationale juridische kader en de rol van staten bij de bescherming van burgers in conflictsituaties.
Om 14 uur verzamelden de leerlingen en leerkrachten die zich solidair toonden, buiten voor de school, met spandoeken en vlaggen, in een kalme, vastberaden en respectvolle sfeer. De school werd niet geblokkeerd: de lessen gingen gewoon door voor wie dat wenste, zonder oordeel of belemmering.
Ondanks het vreedzame en educatieve karakter van deze mobilisatie heeft de school sinds die dag sterke druk ervaren van verschillende actoren, via meerdere kanalen. Dit roept terechte bezorgdheid op over de veiligheid en de gemoedsrust van de leerlingen en het schoolpersoneel.
Wij willen dan ook de volgende vraag stellen:

- Hoe is de gemeente van plan om scholen te ondersteunen wanneer zij met gelijkaardige situaties worden geconfronteerd, zodat zowel de bescherming van de leerlingen, het respect voor het democratisch kader als het behoud van het burgerlijke dialoog binnen onze scholen gegarandeerd kunnen worden?

Deze vraag geldt voor alle vormen van burgerlijke mobilisatie, maar krijgt in dit

specifieke geval een bijzondere betekenis, aangezien de gemeente zelf zich eerder al publiekelijk heeft uitgesproken via een motie die inhoudelijk aansluit bij het standpunt van de leerlingen.
Tot slot willen wij onze volledige steun betuigen aan de leerlingen van ACE en onze trots uitdrukken voor een jeugd die de onverschilligheid weigert en resoluut kiest voor engagement, met intelligentie, moed en een sterk gevoel voor democratische waarden.
Zora Molenberg Clerbaux
Voor de Ecolo-Groen-fractie

- **Antwoord van mevrouw Stéphanie Paulissen, Schepen**

Dank u voor uw vraag.
Vandaag kijken jongeren niet langer passief naar de wereld: ze engageren zich er ten volle in. Sociale rechtvaardigheid, klimaat, mensenrechten, gelijkheid… Dat zijn hun strijdpunten, gedragen met een energie, een creativiteit en een vastberadenheid die respect afdwingen.
Hun engagement is geen bevlieging. Het is een democratische kracht. Ze dagen zekerheden uit, brengen nieuwe ideeën naar voren en blazen nieuw leven in het publieke debat. Deze beweging is essentieel. Ze maakt onze democratie levendiger, helderder en veeleisender.
Verre van een bedreiging voor onze instellingen te zijn, vormt dit engagement juist hun motor. En wij, als verkozenen, hebben de plicht om het te verwelkomen, ernaar te luisteren en het te beschermen.
Natuurlijk moet dit engagement plaatsvinden binnen een respectvol kader:

- respect voor de verscheidenheid aan meningen,
- respect voor de vrijheid van meningsuiting, ook van afwijkende stemmen,
- en respect voor ieders recht om geen druk of oordeel te ondergaan.

In die geest herinner ik eraan dat wij gehecht zijn aan het principe van de neutraliteit van het onderwijs, zoals vastgelegd in het decreet van de Federatie Wallonië-Brussel. Maar laten we niet vergeten: de inrichtende machten zijn vrij om zich daarbij al dan niet aan te sluiten.
Bijgevolg heeft de gemeente noch de roeping noch de legitimiteit om een onafhankelijke inrichtende macht, zelfs als die op ons grondgebied gevestigd is, een gedragslijn op te leggen. En het is niet aan ons om leerlingen te verbieden zich op vreedzame wijze in te zetten voor een zaak, welke dat ook moge zijn.
Wat wij verdedigen, zijn de fundamentele vrijheden: de vrijheid van meningsuiting en de vrijheid van vergadering. Dat zijn de pijlers van onze democratie.
Tegelijk blijven we waakzaam wat betreft de veiligheid van de leerlingen, het personeel en de rust van de inwoners. Geen enkele zaak, hoe nobel ook, rechtvaardigt aantasting van de openbare orde of van de integriteit van personen of plaatsen. Dat was hier niet het geval, en daar zijn we blij om.
Kortom, we moeten vertrouwen hebben in onze jeugd. Ze vraagt niet om toestemming om deel te nemen aan het publieke debat: ze neemt er haar plaats in, en dat is maar goed ook. Het is aan ons om haar te begeleiden, niet om haar tegen te houden.

- **Antwoord van Sophie de Vos, Burgemeester:**

Dank u wel, mevrouw de schepen, voor uw antwoord, en dank u wel, mevrouw de raadslid, voor uw vraag.
Wat de begeleiding betreft, heb ik via het internet ontdekt dat deze actie zou plaatsvinden, aangezien ik niet door de directie van het ACE op de hoogte was gebracht.
Ik heb dan zelf het initiatief genomen om contact op te nemen met de schooldirectie om te vragen wat er precies in de school zou gebeuren, aangezien ik verantwoordelijk

ben voor de veiligheid op het grondgebied.
De directie heeft mij bevestigd dat alles wat gepland was, binnen de schoolmuren en tijdens de schooluren zou plaatsvinden. Alles zou bovendien gebeuren in een didactisch en vreedzaam kader.
Zoals de schepen heeft herinnerd, zijn wij niet de inrichtende macht, en hadden wij dus noch de bevoegdheid noch de reden om tussen te komen.
De directie heeft mij ook meegedeeld dat de leerlingen om 15u30 de school zouden verlaten, zoals elke dag, en dat er mogelijk meer leerlingen samen dezelfde weg zouden nemen in plaats van zich gewoonlijk te verspreiden vanaf de school. Er was immers een bijeenkomst waarbij sommige leerlingen zich wilden aansluiten, en ik heb daarom opnieuw het initiatief genomen om de politie te vragen discreet ter plaatse aanwezig te zijn.
Een discrete maar noodzakelijke aanwezigheid, voor het geval er zich incidenten zouden voordoen, want het is mijn taak om de orde en de veiligheid in de openbare ruimte te handhaven.
Er is niets gebeurd, alles is rustig verlopen.

De Raad neemt akte.

Levée de la séance à 21:20
Opheffing van de zitting om 21:20

Le Secrétaire communal, De Gemeentesecretaris,	Le Président, De Voorzitter,
Etienne Schoonbroodt	Didier Gosuin